

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DÉCENTRALISATION ET CORRUPTION : UNE ÉTUDE DE CAS

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉCONOMIQUE

PAR
ALEXSANDER MEIER

FÉVRIER 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

En préambule à ce mémoire, je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères aux personnes qui m'ont apporté leur aide et qui ont contribué à la réalisation ce travail.

Je tiens d'abord à remercier mon directeur de mémoire, Monsieur Claude-Denys Fluet Ph.D., pour la confiance qu'il m'a accordé en acceptant d'encadrer mon travail de mémoire, ses judicieux conseils et sa disponibilité.

Je dis un grand merci à mon père, Hansjörg Meier, sans qui ce mémoire n'aurait jamais vu le jour. Merci pour son soutien inconditionnel, ses conseils et sa présence même à distance. Je remercie aussi ma soeur, Olivia, mon frère, Dominik, et ma mère, Rosemarie, pour leurs encouragements et leur support.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à tous mes proches et amis qui m'ont toujours soutenu et encouragé. Je sais tout particulièrement gré à Aurélien Joseph pour sa relecture et Mathias Grossmann pour son aide tout au long de l'élaboration de cette étude.

Merci à toutes et à tous.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
REVUE DE LA LITTÉRATURE	6
1.1 Étude théorique	6
1.2 Étude empirique	11
CHAPITRE II	
MÉTHODOLOGIE	15
2.1 Définitions	15
2.1.1 Corruption	15
2.1.2 Décentralisation	17
2.2 Spécification économétrique	19
CHAPITRE III	
DONNÉES	22
3.1 Variable dépendante : Corruption	22
3.2 Variables explicatives	24
3.2.1 Décentralisation	25
3.2.2 La population	32
3.2.3 La protection policière	32
3.2.4 Le produit national brut	33
3.2.5 La taille du gouvernement	33
3.2.6 Le salaire des employés du gouvernement	33
3.3 Nouvelles variables	34
3.3.1 Variable de pauvreté	34
3.3.2 Le taux de chômage	34

CHAPITRE IV	
RÉSULTATS EMPIRIQUES	36
4.1 Séries chronologiques	36
4.2 Régression avec des données en panel	41
4.3 Discussion des résultats	45
CONCLUSION	48
ANNEXE	51
BIBLIOGRAPHIE	61

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Jeu de transgression souverain circonscription électorale	7
2.1 Trois relations de corruption dans une société démocratique	17
3.1 Nombre moyen de condamnations aux États-Unis de 1977-2006	24
3.2 Taux moyen de décentralisation aux États-Unis de 1977-2006	27
3.3 Taux moyen de décentralisation par État de 1977-2006	27
3.4 Taux moyen de décentralisation par État de 1977-2006	28
3.5 Taux moyen de décentralisation par État de 1977-2006	28
3.6 Taux moyen de décentralisation par État de 1977-2006	29
3.7 Taux moyen de décentralisation par État de 1977-2006	29
3.8 Taux moyen de décentralisation et nombre moyen de condamnations entre 1977-2006 aux États-Unis	30

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
0.1 Projets de la Banque mondiale reliés à la décentralisation	3
2.1 Trois arrangements institutionnels de la décentralisation administrative	18
3.1 Définition des variables	35
4.1 Variables explicatives significatives avec des séries temporelles	37
4.2 Résultats significatifs de décentralisation avec des séries temporelles . .	38
4.3 Résultats pour les États-Unis avec des données en coupe transversale . .	40
4.4 Résultats pour les États-Unis avec des données en panel	42
4.5 Résultats pour les États-Unis avec des données en panel	44
4.6 Résultats pour les États-Unis avec des données en panel	45
4.7 Tableau récapitulatif	46
A.1-A.8 Statistiques descriptives	51

RÉSUMÉ

Est-ce que la décentralisation peut améliorer la gouvernance publique en défavorisant la corruption ? Au début des années 1990, de nombreux organismes internationaux lancent des programmes anti-corruption qui incluent des politiques de décentralisation. Dans ce mémoire, nous cherchons à évaluer si une politique plus décentralisatrice ou centralisatrice a des effets sur la corruption aux États-Unis entre 1977-2006 en utilisant des séries chronologiques et des régressions en panel afin d'étudier la variation entre états américains. Une analyse similaire a été faite par Fisman et Gatti (2002) qui montrent que des transferts fédéraux plus élevés sont associés à une hausse de la corruption aux États-Unis entre 1976-1987. Les évidences empiriques qui analysent des données de panel de plusieurs pays ne sont pas univoques. Nos résultats concordent avec la littérature dans la mesure où le degré de centralisation est fortement et significativement corrélé à une hausse de la corruption lorsque nous étudions la période 1977-1987 alors que, depuis le début des années 1990, une tendance inverse est remarquée. Même si la décentralisation améliore certainement la performance du gouvernement, en donnant plus d'autorité et de responsabilité à des gouvernements locaux, elle ne contribue pas toujours à contrôler positivement la corruption.

Mots clés : corruption, abus de pouvoir, décentralisation fiscale, transferts fédéraux, *gouvernance publique*, Banque mondiale, États-Unis

INTRODUCTION

À grande ou à petite échelle, tous les pays du monde sont affectés par la corruption. Combattre la corruption au sein d'un gouvernement représente un défi de taille pour les instances politiques. La corruption n'est pas un phénomène récent. En effet, dans le livre III écrit par Hérodote (450 av. J.C.), celui-ci cite :

«La corruption dans la vie publique fait naître entre les méchants non plus des haines, mais des amitiés tout aussi violentes car les profiteurs ont besoin de s'entendre pour gruger la communauté [...]»

Bien que la corruption ne soit pas un phénomène de criminalité moderne, elle a commencé à susciter plus d'intérêt au début des années 1990. Tanzi (1998b) explique en partie ce phénomène avec la fin de la guerre froide, l'accès à l'information, l'augmentation du nombre de pays démocratiques, l'avènement de la globalisation, le rôle des organisations non-gouvernementales, la fiabilité du marché et les efforts plus conséquents des États-Unis face à la corruption. Suite à cette nouvelle réalité, la Banque mondiale, un bailleur de fond multilatéral, a lancé de nombreux programmes anti-corruption au milieu des années 1990¹ qui présupposent une gestion plus transparente des politiques publiques d'un pays. À cet effet, la Banque a adopté une stratégie anti-corruption suivant quatre lignes directrices : i) prévenir la fraude et la corruption dans les projets de la Banque ; ii) assister les pays demandant de l'aide pour lutter contre la corruption ; iii) se préoccuper davantage de la corruption dans les stratégies d'aide aux pays ; iiiii) apporter un soutien actif aux efforts internationaux visant la corruption (World Bank, 1997a ; Huther & Shah, 2000). Plus récemment, le gouvernement du Québec a créé une commission d'enquête, la *Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans*

1. Site de la banque mondiale. <http://go.worldbank.org/H2CA3GVUW0>

l'industrie de la construction, qui a pour premier mandat «d'examiner l'existence [...] de possibles activités de collusion et de corruption dans l'octroi et la gestion de contrats publics dans l'industrie de la construction incluant, notamment, les organismes et les entreprises du gouvernement et les municipalités, incluant des liens possibles avec le financement des partis politiques»².

Dans une étude de 2004, l'institut de recherche de la Banque mondiale a estimé que plus de 1 000 milliards de \$ US sont versés sous forme de *pots-de-vin* chaque année dans le monde. Cependant, cet estimé est sous-évalué car il ne tient compte que des pots-de-vin et ne couvre donc pas toutes les autres formes de corruption tel que les détournements de fonds publics³. Selon des estimés de *Transparency international*, Suharto a détourné entre 15-35 milliards de \$ US pendant sa gouverne. C'est un fait établi que la corruption nuit à la croissance, elle engendre donc aussi un coût d'opportunité. De plus, la corruption n'a pas seulement un coût monétaire mais aussi un coût moral, social et politique. De par sa nature illicite, les agents vont dissimuler ces activités. Subséquemment, il semble difficile de *mettre un chiffre* à la corruption.

Afin de renforcer leurs systèmes de *gouvernance publique*, qui se mesure notamment par une diminution de la corruption, de nombreux pays ont opté de décentraliser leurs activités (Shah, 2006). Plusieurs raisons expliquent l'intérêt accru envers un système décentralisé, particulièrement dans les pays en voie de développement, Litvack *et al.*(1998) citent : «l'avènement du multipartisme dans les systèmes politiques en Afrique; la démocratisation grandissante en Amérique latine; la transition d'une économie centrale vers une économie de marché dans les pays de l'Europe de l'Est et de la défunte Union Soviétique; le besoin d'améliorer la distribution de services locaux à de large population dans les pays centralisés de l'Asie de l'Est; le défi de la diversité ethnique et géographique en Asie du Sud, ainsi que les tensions ethniques dans divers pays (Bosnie-Herzégovine, Éthiopie, Russie); et le fait que les gouvernements centraux se sont avérés

2. Site du gouvernement du Québec. <https://www.ceic.gouv.qc.ca/la-commission/mandat.html>

3. Site de l'institut de la Banque mondiale (WBI). <http://go.worldbank.org/LJA29GHA80>

inefficaces dans la fourniture de services publics.» Ces derniers observent que 12 % des projets de la Banque mondiale entre 1993 et 1997 sont en lien avec des composantes de décentralisation.

Tableau 0.1 Projets de la Banque mondiale reliés à la décentralisation

World Bank Projects with a Decentralization Component, by Sector and Region			
<i>Sector</i>	<i>Percentage</i>	<i>Region</i>	<i>Percentage</i>
Urban	43	Africa	19
Health	27	South Asia	14
Social funds	26	Latin America and The Carribean	13
Environment	16	Middle East and North Africa	11
Water	13	Europe And Central Asia	6
Agriculture	11		
Transport	19		
Education	9		
Energy	3		
Finance	1		

source : Portfolio Review, PRMPS, 1998 ; cité par Litvack et al. (1998)

Néanmoins, ce phénomène ne touche pas uniquement les pays en voie de développement. Aux États-Unis, une tendance vers la décentralisation est remarquée depuis les années 1970. En considérant la somme des dépenses fédérales hormis la défense nationale, le ratio des intérêts et des transferts sur le produit national brut a chuté de 4,2 % en 1980 à 1,7 % en 1996. En même temps, les dépenses locales, financées par les revenus des taxes locales, sur le produit national brut ont augmenté de 8,5 % à 10,3 % (Donahue, 1997).

Suite à la deuxième guerre mondiale, les pays industrialisés connaissent une période de forte croissance économique, ce que l'on appelle aujourd'hui l'époque des trente glorieuses qui s'étala de 1945 à 1975. Cette période est également accompagnée d'une expansion des services publics et d'une amélioration du filet social, principalement dans les pays d'Europe occidentale. Dans les années 1970, deux chocs pétroliers frappèrent

l'économie globale mettant fin à «l'âge d'or» de l'État providence moderne. Ces événements remirent en question le rôle de l'État qui était jusqu'alors principalement basé sur une économie planifiée centralement ou *centraliste*. La crise réduit les revenus et augmentent les dépenses. Ainsi, de nombreux pays européens s'endettent (Flora, 1986). Il s'ensuivit ainsi une vague de *décentralisation* dont le projet visait précisément à trouver une réponse à ces crises économiques politiques et institutionnelles. La perception qu'un gouvernement monolithique est plus propice à la recherche de rente, la corruption, et l'absence de responsabilité des agents du gouvernement peut expliquer ce changement de mode de gouvernance (Bardhan & Mookherjee, 2005). L'idée des politiques de décentralisation étant qu'en rapprochant le gouvernement des citoyens, les administrations locales et étatiques sont plus aptes à répondre au besoin et aux préférences de chaque individu (Oates, 1999). L'idée que la fourniture décentralisée de biens publics permet de satisfaire aux préférences de chacun (Tiebout, 1956) est l'argument classique pour justifier le recours à la décentralisation fiscale, un raisonnement qui s'applique surtout au modèle américain (Oates, 1999).

La motivation de notre recherche est d'identifier si une politique plus décentralisatrice ou centralisatrice a des effets sur la corruption aux États-Unis entre 1977 à 2006 en nous basant sur l'article de Fisman et Gatti (2002b). Ces derniers trouvent que la décentralisation fiscale en matière de dépenses gouvernementales est significativement corrélée à une plus faible corruption avec des données de panel entre pays (Fisman & Gatti, 2002a) ainsi que pour des données de panel entre états américains (Fisman & Gatti, 2002b). Le deuxième article, qui couvre une période de 10 ans, soit de 1976 à 1987, s'intéresse principalement au rapport d'inadéquation⁴ entre la génération des revenus et celle des dépenses gouvernementales⁵. La pertinence de notre étude ne réside pourtant pas dans le fait que le travail se différencie de celui des auteurs, mais que, en utilisant

4. Fisman & Gatti exprime le rapport d'inadéquation par *mismatch*. Pour la suite du travail, nous faisons référence au taux des transferts fédéraux de chaque état.

5. Surtout après les deux crises majeures des années 1970.

sensiblement les mêmes données sur une période plus longue de 20 ans, nous pouvons non seulement vérifier la validité et la robustesse des résultats, mais encore identifier les changements dans le temps des politiques et de leurs effets sur la corruption. Il semble important de vérifier la robustesse des résultats car les réflexions analytiques dans la littérature ne conduisent pas à des prédictions univoques. Donc, cette étude est une extension de l'étude de Fisman et Gatti (2002b) où nous prenons acte de leurs résultats avec la date comme distinction importante. En effet, il est prévu d'étudier la période 1977-2006 alors que Fisman et Gatti examinent la période 1976-1987. En plus, trois sous-périodes ont été identifiées en ce qui a trait à la décentralisation aux États-Unis. De ce fait, nous pouvons voir s'il existe beaucoup de variance sur de plus courtes périodes entre la décentralisation et la corruption. Le travail est organisé comme suit : dans le chapitre I, nous discutons de la littérature sur le sujet ; la méthodologie du présent travail est développée dans le chapitre II ; ensuite, le chapitre III donne un aperçu de la collecte des données ; et finalement, le chapitre IV présente les résultats.

CHAPITRE I

REVUE DE LA LITTÉRATURE

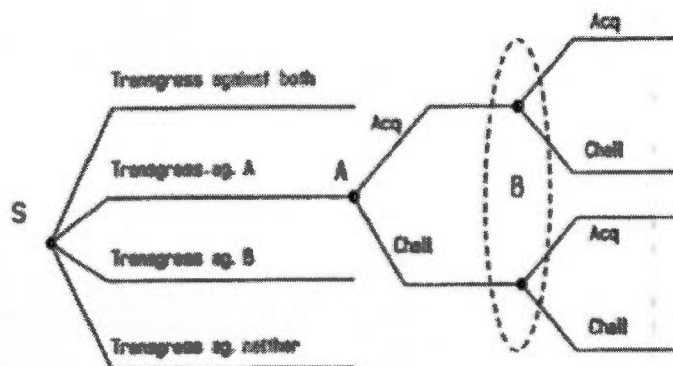
Les contributions empiriques et théoriques de l'impact de la décentralisation sur la corruption ne pointent pas toutes dans la même direction. Les différentes façons de décentraliser les activités gouvernementales, que nous exposerons brièvement dans le chapitre II, expliquent en partie ces divergences. Aussi, les débats entourant le design institutionnel *ne datent pas d'hier*. Le lien entre l'extraction de rentes par des agents privés et la décentralisation des activités du gouvernement sont un élément important dans le débat du design institutionnel (Huther & Shah, 1998). Cette section propose une revue succincte de la littérature¹. Nous distinguerons la littérature théorique de la littérature empirique.

1.1 Étude théorique

Weingast (1995) obtient que la compétition entre différents niveaux du gouvernement peut contribuer à diminuer la corruption ainsi qu'à augmenter l'efficacité et l'honnêteté du gouvernement. Il développe un modèle où un souverain (S) et deux groupes de citoyens (A et B) se livrent à un jeu dit de «transgression». Ce modèle repose sur deux hypothèses concernant la relation entre le souverain (gouvernement central) et ses citoyens. Premièrement, le souverain ne doit pas violer les droits des citoyens. En contrepartie, les citoyens voteront en sa faveur le temps des élections. Deuxièmement, le

1. Voir Fjelstad (2004) pour une revue de littérature plus exhaustive.

souverain doit conserver le vote de suffisamment de citoyens pour demeurer au pouvoir. Le jeu se déroule comme suit : S agit en premier, il a le choix de transgresser les droits des deux groupes, du groupe A, du groupe B ou de ne pas transgresser. Ensuite A et B jouent simultanément. Ces derniers ont le choix d'*acquiescer* ou de *contester* la décision prise par S. Cependant, contester le souverain est onéreux pour les citoyens. Chaque combinaison de stratégie donne un paiement à S, A et B. Pour demeurer au pouvoir, S doit avoir le soutien de A ou de B. Dans un jeu sans répétition, S perd le pouvoir seulement si A et B contestent l'action. Weingast (1995) trouve que l'optimum de Pareto pour la société est le cas où S ne transgresse ni A, ni B, et que les deux groupes de citoyens ne contestent pas S. Lorsque le jeu est répété, A et B sont en mesure de punir S dans la deuxième séquence du jeu. Pour cette situation, même si l'optimum de Pareto résulte quand A et B contestent S, il existe plusieurs équilibres. Les deux jeux suggèrent que S, en supposant que les deux groupes ne partagent pas les mêmes opinions sur les limites des actions gouvernementales, peut violer les droits d'un groupe tout en maintenant le soutien de l'autre. En d'autres termes, un tel gouvernement est propice à la formation de coalition entre différentes unions de citoyens. Ainsi, la compétition parmi les gouvernements locaux restreint le comportement de recherche de rente et contribue à augmenter l'honnêteté du gouvernement en défavorisant la création de groupe d'intérêt. La figure 1.1 illustre le jeu.



Source: Weingast (1995)

Figure 1.1 Jeu de transgression souverain circonscription électorale

Pour Breton (1996), les gouvernements démocratiques modernes sont «des gouvernements composés de nombreux centres de pouvoir autonomes ou quasi-autonomes - branches, départements, ministères, divisions, autorités, sociétés, bureaux et agences - et ces centres se concurrencent entre eux en ce qui touche la production et la provision de biens et services demandés par les citoyens»². Dans son analyse, l'asymétrie d'information crée un environnement propice aux comportements de recherche de rente et de corruption. Une des conditions pour ce genre de comportement est le nombre de centres de pouvoir. En effet, selon les prédictions théoriques, la corruption semble plus facile quand le nombre de centres est petit car il est plus facile pour un petit nombre de se regrouper et de tromper les citoyens. Ainsi, la concurrence entre plusieurs centres de pouvoir, autrement dit gouvernements, mène à moins de corruption dans la provision de biens publics pour lesquels un fonctionnaire peut demander un pot-de-vin (Breton, 1996).

Le modèle de base de décentralisation fiscale souligne que la concurrence intergouvernementale et politique permet d'attirer des citoyens et d'atténuer les rentes extraites par les agents publics dans le cadre de leur fonction (Brennan & Buchanan, 1980). Les auteurs se concentrent sur le modèle du Léviathan avec une structure homogène. Le modèle du Léviathan part de l'hypothèse que le gouvernement, en tant qu'«entité», cherche à maximiser ces revenus. Dans la version simple du modèle de Brennan & Buchanan (1980), les gouvernements maximisent les revenus par le biais de la taxation. Si les gouvernements n'ont pas de contrainte pour la redistribution de ces revenus, ceux-ci deviennent des revenus privés pour les décideurs gouvernementaux. Même si des contraintes existent mais que celles-ci sont indépendantes des lois sur la taxation, les gouvernements recherchent à maximiser leurs revenus. Ensuite, Brennan & Buchanan (1980) examinent divers scénarios en se basant sur ce modèle. Dans un contexte de fédéralisme, d'économie ouverte avec possibilité de migrer dans une autre région, leur analyse prédit que «l'intrusion totale du gouvernement dans l'économie doit être petite,

2. Breton, A. 1996. P.17.

ceteris paribus, plus les taxes et les dépenses sont décentralisés, plus les unités distinctes sont homogènes, plus petites sont les juridictions et plus bas la corruption nette locale (the lower the net locational rents)»³. En d'autres termes, dans un gouvernement avec plusieurs échelles, la décentralisation fiscale augmente le bien-être social. De ce fait la concurrence intergouvernementale conduit à atténuer les rentes prises par les politiciens car des citoyens mécontents peuvent déménager dans une autre juridiction qui convient davantage à leurs préférences.

Shleifer et Vishny (1993), dans un article théorique influent, montrent que la corruption affecte moins les pays où le système institutionnel est très centralisé ou très décentralisé. Ils argumentent que «les pays avec plus de compétition politique ont plus de pression publique face à la corruption- par le biais de lois, d'élections démocratiques, et même de médias indépendants- et sont, de ce fait, plus enclin à utiliser des organisations gouvernementales qui restreignent la corruption plutôt que de la favoriser»⁴. Leur modèle simple d'agence considère un bien produit par le gouvernement, comme l'octroi d'une licence, un laisser-passer à la douane ou encore les barrières d'entrées pour des compétiteurs. Le bien est vendu par un agent du gouvernement qui peut en limiter la quantité vendue. De plus, l'agent peut restreindre la quantité sans risque de détection du gouvernement. Accroître la probabilité de détection et les punitions a pour corollaire une augmentation des pots-de-vin revendiqués par les agents corrompus mais le fond du problème demeure. Le fonctionnaire cherche à maximiser ses revenus en pots-de-vin. Par ailleurs, ils distinguent la corruption *sans vol* de la corruption *avec vol*. Dans le premier cas, soit la corruption sans vol, l'agent impose un prix supérieur aux consommateurs mais il rembourse le prix officiel au gouvernement. Donc, c'est le consommateur qui paie. Dans le cas de la corruption avec vol, l'officiel public ne déclare pas la vente et garde l'argent pour lui. Ici, c'est l'État qui paie. Les deux hypothèses du modèle sont que le consommateur nécessite un seul bien du gouvernement pour exercer son activité et que le

3. Brennan & Buchanan. 1980. P.216.

4. Shleifer, A. & R. W. Vishny. 1993. P.610.

fonctionnaire a le monopole sur le bien. Or, pour exercer son activité, il est plausible que le consommateur requiert d'autres biens. Les auteurs examinent alors trois scénarios. Dans le premier modèle, la production des biens est assurée par un monopole unifié, alors que pour le deuxième, chaque bien est produit par différents monopoleurs. Finalement, ils examinent un modèle où chaque bien gouvernemental est vendu sur un marché compétitif par un minimum de deux agences gouvernementales. Dans ce scénario, il est possible qu'un citoyen ne paie pas de rente dans la mesure où il lui suffit de changer de circonscription si le fonctionnaire venait à lui demander une somme d'argent trop élevée pour l'octroi de ce bien.

En revanche, d'autres modèles trouvent que la décentralisation peut mener à plus de corruption. Prud'homme (1995), dans son analyse, examine les dangers pouvant être associés à la décentralisation. Premièrement, la décentralisation peut faire augmenter les disparités dans la redistribution des revenus dans le cas où le gouvernement central n'en gère pas la responsabilité. Il mentionne, par exemple, la situation où une juridiction adopte une nouvelle politique de répartition des revenus qui impose davantage les plus riches. Ces derniers pourraient être tentés de quitter pour des régions dans lesquels les taux d'imposition sont plus favorables. Ainsi, il semble préférable que le gouvernement central administre les programmes de redistribution. Ensuite, la décentralisation peut compromettre la stabilité économique car les systèmes décentralisés rendent plus difficile l'implémentation des politiques macroéconomiques. Troisièmement, la décentralisation peut réduire l'efficacité dans la mesure où il est possible qu'elle soit associée à plus de corruption. En conséquence, l'auteur observe que les opportunités de corrompre les bureaucrates sont plus élevées localement car ceux-ci sont davantage susceptibles à subir les pressions des groupes d'intérêts. De plus, les décideurs locaux ont généralement plus de pouvoir discrétionnaire que les officiels nationaux, ce qui augmente les effets négatifs de la décentralisation. Aussi les gouvernements nationaux ont plus de moyen pour la détection et la surveillance que l'on les gouvernements locaux. Si la corruption est plus répandue à l'échelon local qu'à l'échelon national, le niveau de corruption global augmente avec la décentralisation. L'auteur souligne également l'importance du rôle de

la presse dans le contexte de la corruption et la décentralisation.

Pour Tanzi (1995), la localisation rapproche les citoyens des agents du gouvernement et peut donc engendrer du favoritisme, surtout dans les pays en voie de développement. Cela nuit aux efforts de réduire la corruption. Lorsque les fonctionnaires vivent aux côtés des citoyens, l'impact des groupes d'intérêts est plus fort et peut donc mener à plus de corruption.

La décentralisation augmente la propension de chaque individu à accepter des pots-de-vin dans un contexte principal-agent (Carbonara, 2000). L'auteur observe aussi que la décentralisation, d'une part, diminue les moyens fournis par le gouvernement dans la détection et la surveillance de ces employés, et d'autre part, augmente le montant des pots-de-vin perçus.

Pour Bardhan et Mookherjee (2000) enfin, le rôle de la décentralisation sur la corruption demeure ambigu. La décentralisation des dépenses accompagnée par la décentralisation des revenus diminue la mauvaise allocation des ressources localement. Pour que la décentralisation soit fructueuse, elle doit être accompagnée de réformes qui augmentent la portée de la démocratie locale et réduisent l'inégalité des revenus. Son succès dépend crucialement des institutions politiques et économiques en place. Dans le cas contraire, elle peut mener à plus de corruption.

1.2 Étude empirique

Relativement peu de résultats empiriques ont été obtenus sur le sujet. Comme pour les théories, les prédictions empiriques varient. Les États fédéraux, avec plusieurs échelons dans le gouvernement, sont plus corrompus que les États unitaires en utilisant des indices de perception de la corruption comme variable dépendante dans une régression en panel de plusieurs pays (Goldsmith, 1999 ; Treisman, 2000).

Pour Goldsmith (1999), la décentralisation peut éventuellement conduire à une hausse de la corruption. Les systèmes décentralisés ne sont pas idéaux car il est plus facile

de cacher des activités illégales. À l'opposé, les systèmes centralisés présupposent plus de transparence et de responsabilité de la part des officiels publics. Donner plus de pouvoir et d'autorité à des niveaux de gouvernement inférieur engendre de nouvelles opportunités de corruption. Aux États-Unis, les pires cas de corruption se rencontrent moins à Washington où les décideurs politiques subissent des examens minutieux de leurs activités, mais plutôt à l'échelle locale comme les états, les régions et les villes où la surveillance est moindre. Selon l'auteur, les échelons inférieurs du gouvernement manquent de ressources et de systèmes capables de contrôler le comportement des fonctionnaires. Une façon de quantifier la décentralisation est de classer les nations en états fédéraux ou états unitaires⁵.

En mesurant la décentralisation avec le nombre d'échelons au sein du gouvernement, Treisman (2000) trouve que les pays avec beaucoup d'échelons ont tendance à être perçus comme plus corrompus. Comme Goldsmith (1999), il utilise une variable dichotomique indiquant si un État est fédéral ou unitaire. Une relation négative découle de cette variable et la corruption. Cependant, son analyse ne reflète pas nécessairement la décentralisation *de facto*.

À l'inverse, d'autres études montrent que la décentralisation engendre moins de corruption. Gurgur & Shah (2000) cherchent à répondre à cette question en étudiant un échantillon de 30 pays, incluant des pays développés et des pays en voie de développement. Ils développent un cadre conceptuel et empirique afin de repérer les origines et les catalyseurs de la corruption. Les résultats de leur régression montrent «que les éléments clés de la corruption sont des structures centrales de gouvernement, l'élitisme bureaucratique nourri par le passé colonial d'un pays, de faibles institutions politiques, l'intervention du gouvernement dans l'économie et la fermeture au marché international»⁶. Ces résultats suggèrent que la décentralisation réduit la corruption puisqu'elle suppose une plus grande surveillance et responsabilité du secteur public.

5. Derbyshire & Derbyshire (1996) ont d'abord répertorié les nations de la sorte.

6. Gurgur, T. & A. Shah. 2000. P.20.

Reinikka et Svensson (2002b) trouvent que seul 13 % des subventions accordées aux écoles primaires par le gouvernement central ougandais arrivent à bon port. Les auteurs ont cherché à capter la corruption localement en se basant sur une enquête réalisée auprès des administrations scolaires en Ouganda en 1996 dont l'objectif principal est de mesurer la différence entre le montant destiné aux écoles et le montant perçu par celles-ci entre 1991-1995. Une partie de cet argent se retrouve dans les poches des officiels ou politiciens locaux en charge de la bonne redistribution des fonds. De plus, les écoles plus performantes utilisent leur pouvoir de négociation pour être davantage récompensées. La taille de l'école, les revenus et les qualifications des instituteurs sont les trois variables les plus importantes pour expliquer la variation entre les écoles.

Deux recherches empiriques réalisées par Fisman & Gatti (2002a, 2002b) se concentrent sur l'impact de la décentralisation fiscale sur la corruption. Dans le premier article, ces derniers font une régression en panel de plusieurs pays de 1980-1995, et trouvent que la décentralisation en matière de dépenses gouvernementales est constamment associée à une baisse de la corruption. La corruption est mesurée à l'aide d'un indice de corruption et la décentralisation est mesurée par la part des dépenses infranationales ou régionales sur le total des dépenses gouvernementales. Les résultats sont statistiquement significatifs et sont robustes à diverses spécifications. En effet, le produit national brut, les libertés civiles et la population sont incluses dans toutes les spécifications mais les auteurs ajoutent d'autres variables telles que la fragmentation ethnique, l'ouverture, la taille du gouvernement, une variable muette régionale et une variable muette coloniale dans l'analyse. Afin de tester la robustesse des résultats, deux autres indices de corruption sont utilisées. De plus, les auteurs trouvent que les origines légales sont un très bon instrument pour le degré de décentralisation au sein d'un gouvernement.

Notre étude se base sur le deuxième article dans lequel Fisman & Gatti évaluent si le rapport d'inadéquation qui découle de la décentralisation des revenus et des dépenses conduit à plus de corruption et ils mesurent ce rapport par la part des dépenses totales de chaque état provenant des transferts fédéraux. Ainsi, le taux des trans-

ferts fédéraux constitue la mesure de décentralisation⁷. Un état est considéré moins décentralisé lorsque ce taux est élevé. Le nombre d'officiels publics condamnés pour abus de pouvoir constitue l'indicateur pour mesurer la corruption. Ces derniers montrent que des transferts fédéraux plus élevés sont associés à un plus haut taux de condamnations des fonctionnaires pour abus de pouvoir public en faisant une régression en panel sur les 50 états américains entre 1976-1987. Une hausse des condamnations dans un état pourrait indiquer à la fois une hausse de la corruption et une meilleure efficacité du système judiciaire. Afin de contrôler pour cette caractéristique importante, les auteurs incluent la part de policiers sur la population de chaque état dans la régression. Dans le but d'augmenter la robustesse des résultats, plusieurs variables de contrôle sont également incluses dans la régression dont le produit national brut par habitant, la taille du gouvernement et la population⁸.

7. À ce sujet, Fisman et Gatti (2002b) écrivent : «Puisque le budget de chaque gouvernement (état) doit être équilibré à long terme, le rapport d'inadéquation entre les revenus et les dépenses est, par définition, donné par le taux des transferts fédéraux.» P.28.

8. La section 3.2 décrit plus explicitement les variables.

CHAPITRE II

MÉTHODOLOGIE

Dans un premier temps, nous définissons les deux variables les plus importantes de notre recherche. Ensuite, nous présentons la spécification économétrique utilisée pour cette étude.

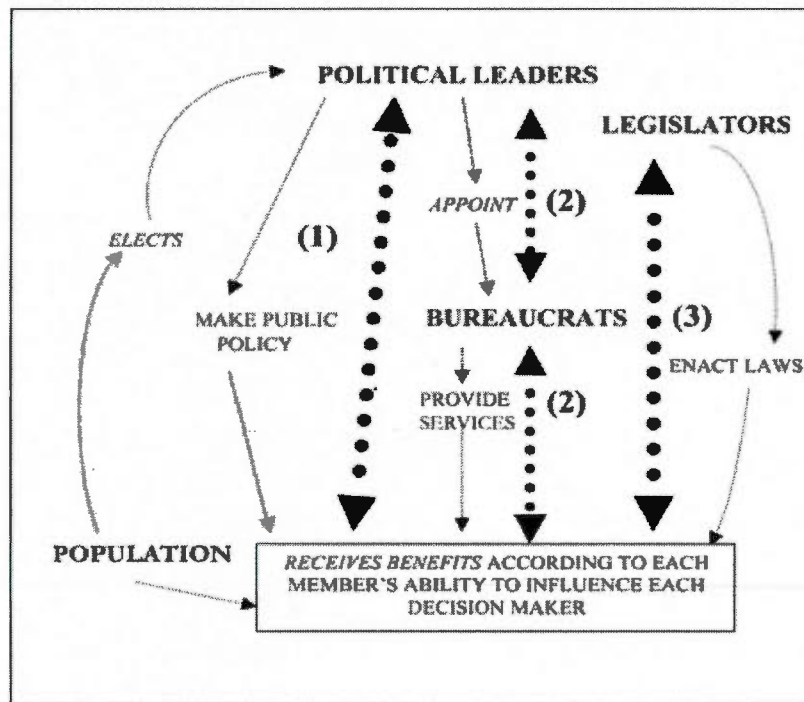
2.1 Définitions

2.1.1 Corruption

Trois définitions ressortent principalement dans la littérature économique et sont associées au comportement d'un agent public¹. La banque mondiale définit la corruption comme «l'abus de pouvoir public pour des gains privés». Shleifer et Vishny (1993) la qualifie de «vente de propriété gouvernementale par des officiels du gouvernement pour des gains privés». Rose-Ackermann (2006) l'explique ainsi : «le paiement illégal d'un officiel public pour obtenir un bénéfice [...]». La notion de corruption est connue par le commun des mortels mais tout le monde n'en partage pas forcément la même idée. Premièrement, la corruption peut être *privée* ou *publique*. La corruption privée fait notamment référence à des situations de collusion entre firmes dans le but d'augmenter le prix d'un bien pour les consommateurs (Svensson, 2005). Les activités pour lesquelles un officiel public utilise sa position pour abuser du pouvoir, qui lui a été octroyé par la collectivité, à des fins privées désigne la corruption publique. Deuxièmement, dans

1. Site de la banque mondiale. <http://www1.worldbank.org/publicsector/anticorrupt/corruptn/cor02.htm>

une société démocratique, il existe trois types de corruption publique qui sont illustrés dans la figure 2.1. La première relation (1) désigne la «Grande corruption». L'élite politique exploite son pouvoir dans la prise de décision des politiques économiques. «La corruption bureaucratique» ou «petite corruption» renvoie à la deuxième relation (2). Elle fait référence aux actes illégaux commis par les agents du gouvernement lorsqu'ils ont à faire avec les citoyens ou avec leurs supérieurs. Finalement, la troisième relation désigne la « corruption législative». Par exemple, des groupes d'intérêt qui financent des législateurs dans le but de promulguer des lois les favorisant (Jain, 2001). Beaucoup d'études empiriques font une régression en panel de pays et utilisent des indices de perception de la corruption, par exemple l'indice créé par *Transparency international*. Pour ce travail, notre mesure de la corruption est identique à celle de Fisman et Gatti (2002b), soit le nombre d'officiels publics condamnés pour abus de pouvoir public. Nous détaillons dans le chapitre suivant comment nous avons procédé pour colliger ces données.



source: Jain (2001)

Figure 2.1 Trois relations de corruption dans une société démocratique

2.1.2 Décentralisation

Il semble également important de définir le concept de décentralisation. Une bonne définition générale de la décentralisation est le «transfert de responsabilité de la planification, et la génération de ressource et l'allocation du gouvernement central à (a) des unités du ministères ou agences centrales du gouvernement sur le terrain ; (b) des niveaux de gouvernement ; (c) des autorités publiques ou des sociétés semi-autonomes ; (d) des autorités régionales ou fonctionnelles ou (e) des organisations non-gouvernementales ou privées (Rondinelli *et al.*, 1983).» Rondinelli *et al.* développent une approche dite *Fonction-Type*² où ils classifient la décentralisation par forme : i) administrative, ii) fiscale, iii) politique, iv) spatiale. Une grande partie de la littérature sur la décentralisation

2. Les auteurs parlent du cadre *Type-Function*.

s'intéresse principalement à la forme administrative. Celle-ci recouvre trois types d'arrangements institutionnels : la déconcentration, la délégation et la dévolution. Cette distinction a été apportée par Gauthier et Vaillancourt (2002). Lorsque des agences du gouvernement central sont localisées régionalement, il s'agit de déconcentration. La délégation survient quand le gouvernement central délègue l'implémentation et l'administration du financement de la prestation de services à des niveaux inférieurs du gouvernement. Le gouvernement central conserve cependant l'autorité et la responsabilité de ce financement. La dévolution, quant à elle, est la forme la plus élaborée de la décentralisation. Dans ce cas, le gouvernement central n'a plus l'autorité et la responsabilité de l'implémentation du financement et de l'exécution dans la prestation de services publics³. Le tableau 2.1 décrit en bref les trois arrangements.

Tableau 2.1 Trois arrangements institutionnels de la décentralisation administrative

Type	Autorité politique	Exécutant	Financement
Déconcentration	Élus nationaux	Officiels du gouvernement central	Budget national
Délégation	Élus nationaux et Élus locaux	Officiels locaux supervisés par des officiels du gouvernement central	Budget local, avec ou sans la contrainte de versements du budget national
Dévolution	Élus locaux	Officiels locaux	Budget local, taxes ou transferts gouvernementaux du budget national

source : adapté de Gauthier & Vaillancourt (2002)

3. Cité par Vaillancourt & Wingender (2007).

Nous mettons en exergue les définitions de la Banque mondiale pour les autres formes de décentralisation⁴. La décentralisation fiscale «implique le déplacement des responsabilités pour les dépenses et/ou les revenus à des gouvernements locaux.» La décentralisation politique «vise à donner plus de pouvoir aux citoyens et aux représentants élus dans la prise de décision publique.» Finalement, la décentralisation spatiale fait référence aux stratégies visant à encourager le développement régional. Pour cette étude, nous privilégions principalement la mesure de décentralisation de type fiscale.

2.2 Spécification économétrique

Quatre approches sont examinées dans le but d'évaluer l'impact de la décentralisation sur la corruption. À cet effet, deux modèles ont été construits se basant sur la méthode des moindres carrés ordinaires. La taille de notre base de données justifie le recours à cette méthode.

Le premier modèle se construit sur la base de séries chronologiques. D'abord, nous analysons les données collectées sur la période 1977-2006 en faisant une régression pour chaque état. Ensuite, une analyse similaire est conduite pour les États-Unis de 1977-2006.

La spécification économétrique du premier modèle est donnée par :

$$CORROMPU_i = \alpha + \beta_1 DECENTR_i + \beta_2 X_i + e_i$$

où *CORROMPU* est le nombre de condamnations d'officiels publics, *i* est l'indice de l'état. *DECENTR* est le ratio des revenus générés localement sur le total des revenus générés dans un état. *X_i* contient l'ensemble des variables explicatives comme la population, le PIB, le nombre de policiers, la taille du gouvernement et les salaires des employés du gouvernement par état. La plupart de ces variables de contrôle ont été utilisés par Fisman et Gatti (2002b) et se retrouvent aussi dans la littérature.

4. Site de la Banque mondiale. <http://www1.worldbank.org/publicsector/decentralization/what.htm>

Le deuxième modèle consiste en une régression en panel pour les États-Unis de 1977-2006. Afin de choisir entre un modèle à effets aléatoires ou un modèle à effets fixes, nous effectuons le test de Hausman pour des variables en panel. Celui-ci teste l'hypothèse nulle que les coefficients estimés par l'estimateur des effets aléatoires sont les mêmes que ceux de l'estimateur des effets fixes. Lorsque l'hypothèse nulle n'est pas rejetée ($p > 0,05$), le modèle à effets aléatoires est utilisé. Les valeurs p du test sont données dans le tableau 4.4 et 4.5. De plus, nous apportons deux spécifications pour ce modèle. La première spécification teste les variables décrites dans l'étude de Fisman & Gatti. Dans la deuxième spécification, en accord avec la littérature (Shah *et al.*, 2010), nous contrôlons aussi pour le taux de chômage et un indice de pauvreté.

Pour ce cas, la spécification économétrique se construit comme suit :

$$CORROMPU_{it} = \alpha + \beta_1 DECENTR_{it} + \beta_2 X_{it} + e_{it}$$

où *CORROMPU* est le nombre de condamnations d'officiels publics, i est l'indice de l'état et t réfère à l'indice du temps. *DECENTR* est le ratio des revenus générés localement sur le total des revenus générés dans un état. X_i contient l'ensemble des variables explicatives comme la population, le PIB, le nombre de policiers, la taille du gouvernement et les salaires des employés du gouvernement par état.

De plus, nous avons mentionné dans l'introduction que trois phases distinctes de décentralisation ont été identifiées aux États-Unis. De ce fait, nous prévoyons d'analyser quatre périodes soit : 1977-2006 et les trois sous-périodes. La distinction est décrite plus en détail dans la section 3.2.

Finalement, dans la troisième spécification, une régression similaire est estimée mais avec le nombre d'échelons au sein du gouvernement comme mesure de la décentralisation. Le nombre d'échelons au sein du gouvernement ressort également dans la littérature comme mesure de décentralisation (Treisman, 2000). Dans la plupart des cas, cependant, il s'agit d'une régression en panel de plusieurs pays et la décentralisation est corrélée positivement avec la corruption. Il faut noter que cette façon de mesurer représente plutôt de

la décentralisation géographique. Afin de vérifier les prédictions, il serait intéressant d'examiner si les résultats sont similaires en mesurant la décentralisation sous la forme fiscale et la forme géographique pour le cas d'une régression de panel pour un pays.

CHAPITRE III

DONNÉES

Alors que les précédentes études empiriques sur le sujet cherchent à capter l'impact de la décentralisation sur la corruption en analysant des données de panel entre pays (Fisman & Gatti, 2002a ; Goldsmith, 1999 ; Treisman, 2002b), peu d'études empiriques cherchent à capter la variation de la corruption au sein même d'un État. Certes, s'il existe des différences culturelles et institutionnelles régionales, il n'en demeure pas moins que celles-ci sont plus faibles entre états américains qu'entre pays et donc le degré d'homogénéité est plus élevé (Fisman & Gatti, 2002b). Même si la littérature contribue à mettre en évidence les variables de contrôle importantes, les modèles théoriques ne sont pas en concordance et les prédictions varient. De ce fait, nous évitons plusieurs pièges en étudiant un seul pays. Les données *micro-économiques* sont également plus accessibles.

3.1 Variable dépendante : Corruption

Les indices de perception de la corruption constituent les mesures principales de corruption dans les travaux sur ce phénomène. L'indice élaboré par *Transparency International*, un organisme non-gouvernemental basé à Berlin, est sans doute le plus connu. Les données pour l'indice proviennent d'enquêtes faites par différentes institutions réputées et des rapports d'experts qui s'intéressent aux questions d'accès à l'information, de corruption de fonctionnaires, de détournements de fonds et d'application des lois anti-

corruption¹. Toutefois, certains scientifiques critiquent que l'indice mesure le niveau de corruption perçu. Alors que le niveau de corruption absolu reste quasiment impossible à mesurer, il est possible d'observer la quantité d'agents publics corrompus. Ceci semble être une façon pertinente de mesurer la corruption nonobstant le fait que cette mesure peut être le résultat de plusieurs phénomènes de malversation mais aussi de détection et de surveillance. À cet effet, nous faisons l'hypothèse que la probabilité de détection est la même pour tous les états et toutes les années. Nous utilisons la même statistique pour mesurer la corruption que Fisman & Gatti (2002b). La variable de la corruption (*CORROMPU*) a été compilée à l'aide du rapport *Congress on the activities and Operations of the Public Integrity Section*. Ce rapport, publié annuellement par la section d'intégrité publique du Département de justice américain, fournit notamment des données sur le nombre d'officiels publics condamnés pour abus de pouvoir. La section d'intégrité a été créée en 1976 pour répondre aux exigences fédérales dans un souci de réduire la corruption publique. Les données sont disponibles depuis 1976. Chaque rapport est divisé en trois parties. La première partie décrit les responsabilités opérationnelles de la section d'intégrité publique, la deuxième partie porte sur les actes d'accusations et les poursuites d'officiels publics corrompus pour l'année de publication et la troisième partie s'intéresse aux condamnations d'officiels publics corrompus pour l'année de publication ainsi que les condamnations par états pour les fonctionnaires corrompus sur la dernière décennie. À l'aide de cette partie des rapports de 1987, de 1997 et de 2006, il est possible d'avoir accès aux statistiques sur les condamnations d'officiels publics condamnés pour abus de pouvoir public de 1977 à 2006. Les données sur les condamnations sont moins subjectives et couvrent une plus longue période que les indices de perception de la corruption. De ce fait, cette mesure semble appropriée pour le cas d'une étude nationale. Le nombre de condamnations moyennes aux États-Unis sur la période est décrit dans la figure 3.1. La moyenne américaine du nombre de condamnations en 2006 est 4 fois plus élevée que la moyenne de 1977.

1. Site de Transparency International. International. <http://cpi.transparency.org/cpi2011/>

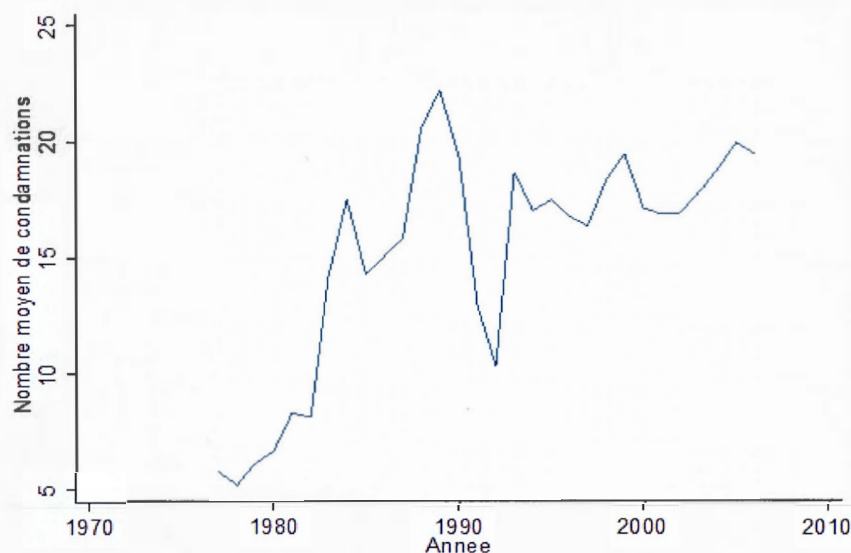


Figure 3.1 Nombre moyen de condamnations aux États-Unis de 1977-2006

3.2 Variables explicatives

Pour la suite des données, elles proviennent majoritairement de l'extrait statistique (Statistical abstract) des États-Unis, publié annuellement par le bureau de recensement américain. Les données de l'extrait statistique sont des résumés statistiques sur l'organisation sociale, politique et économique des États-Unis². La plupart des variables ont des statistiques sur toute la période. Chaque rapport est divisé en plusieurs sections dont nous citons les plus importantes pour le cadre de ce travail : la population, la protection policière, la géographie, les finances du gouvernement fédéral, les finances du gouvernement local (État), la population active, les revenus, les salaires, les prix et les élections.

Afin de minimiser le biais de variables omises, Fisman et Gatti (2002) ajoutent diverses

2. Site du bureau de recensement américain. <http://www.census.gov/prod/www/abs/statab.html>

variables de contrôle dans leur spécification économétrique, soit : le produit national brut, le nombre de policiers par habitants, la population, la taille du gouvernement et le salaire moyen des employés de l'administration de chaque état³. Nous aimerions également ajouter quelques variables explicatives en accord avec la littérature. En effet, étant donné que notre étude s'étend sur 30 ans, il serait intéressant d'inclure le taux de chômage et un indice de pauvreté dans notre régression. Nous avons également cherché à inclure les tendances politiques avec une variable dichotomique mais tous les états n'ont pas la même importance sur la scène américaine ce qui pourrait biaiser les résultats. Toutes ces données sont par ailleurs accessibles sur le site du bureau de recensement américain. Le Bureau d'analyse économique américain (BEA) et le bureau des statistiques sur le travail s'avèrent aussi une bonne source pour les statistiques sur le produit national brut et les salaires par état.

Notre banque de données contient au total 1 500 observations, soit 50 états fois 30 années.

3.2.1 Décentralisation

Le taux des transferts fédéraux constitue l'outil pour mesurer le degré de décentralisation dans un état. Lorsque les transferts fédéraux diminuent, un état est qualifié de plus décentralisé. Donc, plus un état génère des revenus localement plus il est décentralisé. Fisman et Gatti (2002) le calculent avec le ratio des transferts fédéraux sur les dépenses gouvernementales par état. Les données sur la décentralisation ont été trouvées dans le tableau *State Governments-Revenue by state*. En divisant les revenus intergouvernementaux par le total des revenus, nous obtenons le ratio de décentralisation (DECENTR) d'un État. Notons 1-DECENTR pour avoir le ratio des transferts fédéraux (FED) sur le total des revenus par état. Nous n'avons pu reproduire exactement la même mesure de décentralisation car les extraits statistiques plus récents ne fournissent plus autant de

3. Ces données sont disponibles sur le site du bureau de recensement américain (US Bureau of Census).

sommaires statistiques. Pour les données manquantes, soit les années 1978, 1989 et 2003, une extrapolation linéaire a été effectuée car les observations de 1988 et de 1990 sont disponibles. La figure 3.2 montre l'évolution du taux moyen de décentralisation aux États-Unis de 1977-2006. Trois périodes majeures découlent du graphique. Le taux augmente graduellement jusqu'à la fin des années 1980 à l'exception de quelques années. Ensuite ce taux baisse progressivement au début des années 1990 pour remonter légèrement au milieu des années 1990. Finalement, le taux chute au début du millénaire et retrouve une pente ascendante vers 2004. De ce fait, trois périodes distinctes sont étudiées soit : 1977-1987, 1988-1997 et 1998-2006. La première période reproduit, à une année près, la durée de l'étude de Fisman & Gatti. En ce qui concerne les deux périodes restantes, la séparation a été faite par déduction en se basant sur la figure 3.2. En effet, nous remarquons que le taux de décentralisation moyen aux États-Unis connaît deux phases descendantes importantes. La première débute en 1988 et la deuxième en 1998.

Les figures 3.3, 3.4, 3.5, 3.6 et 3.7 montrent l'évolution du taux moyen de décentralisation par état américain. Nous les avons classés par ordre alphabétique.

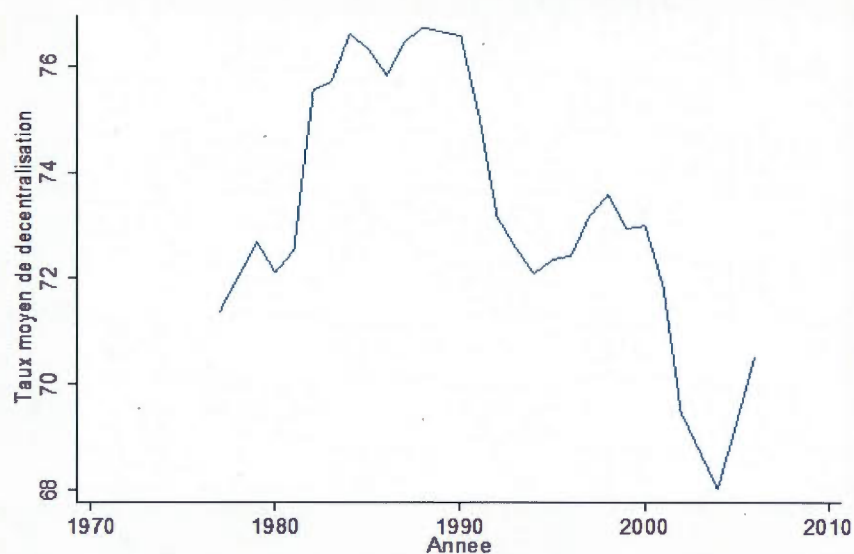


Figure 3.2 Taux moyen de décentralisation aux États-Unis de 1977-2006

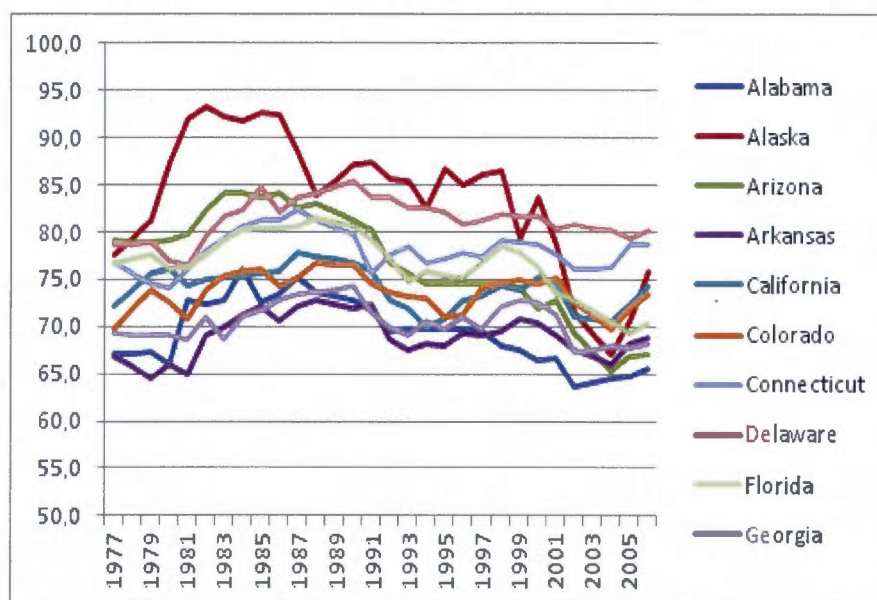


Figure 3.3 Taux moyen de décentralisation par État de 1977-2006

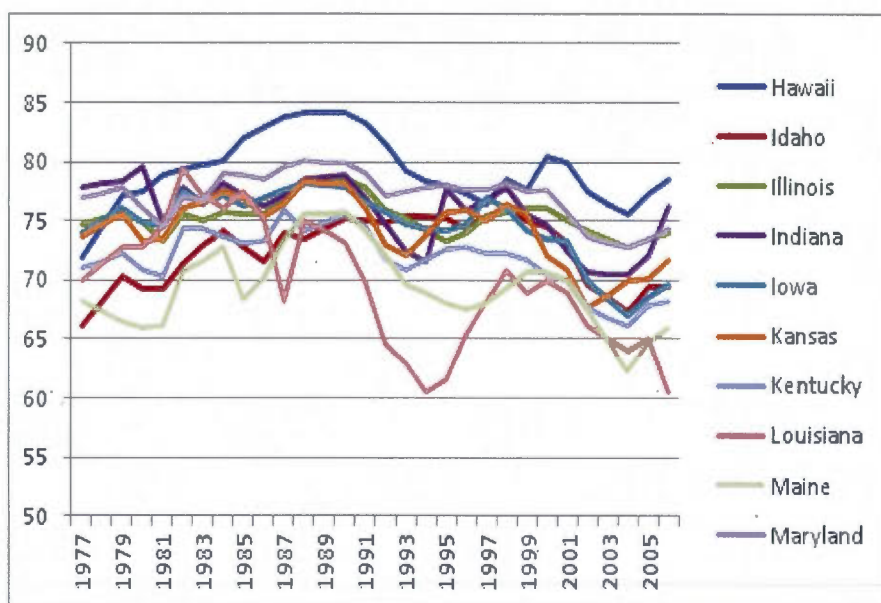


Figure 3.4 Taux moyen de décentralisation par État de 1977-2006

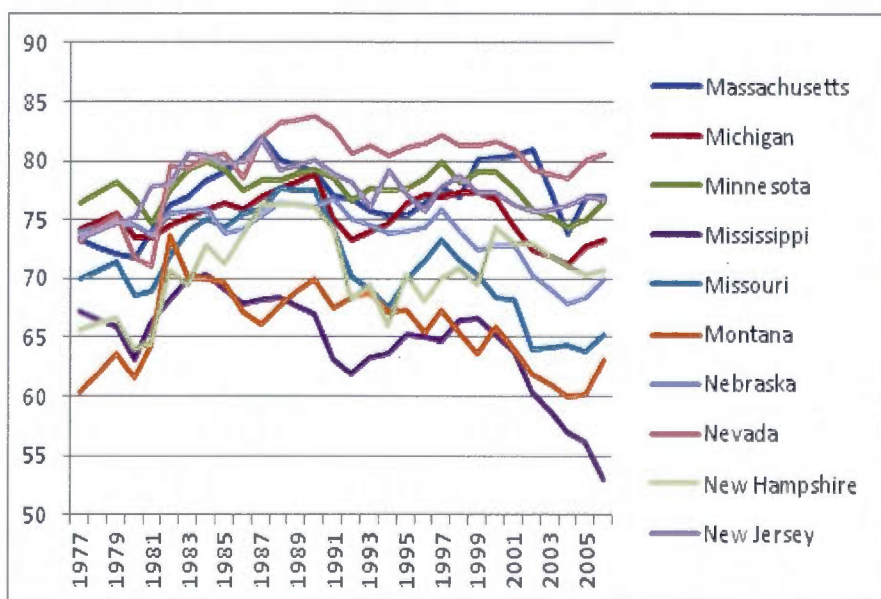


Figure 3.5 Taux moyen de décentralisation par État de 1977-2006

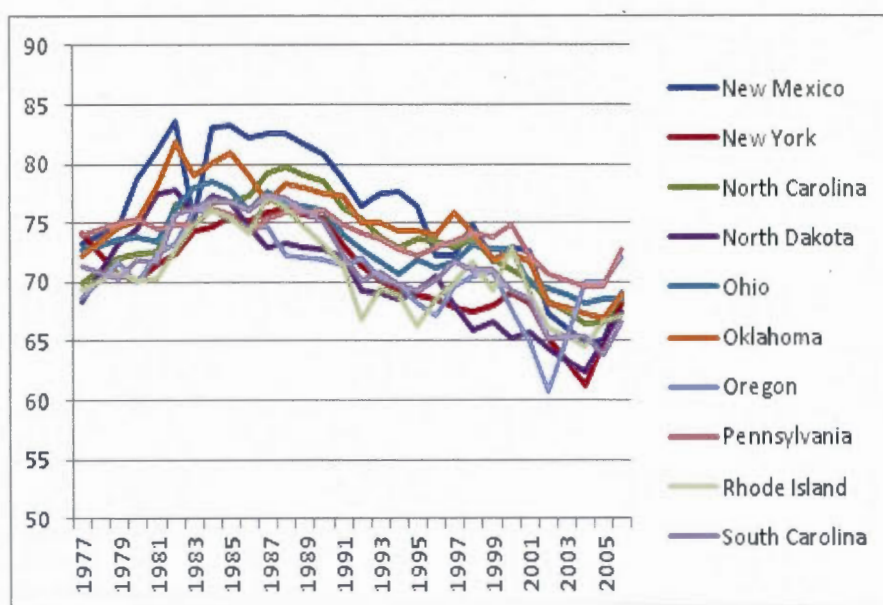


Figure 3.6 Taux moyen de décentralisation par État de 1977-2006

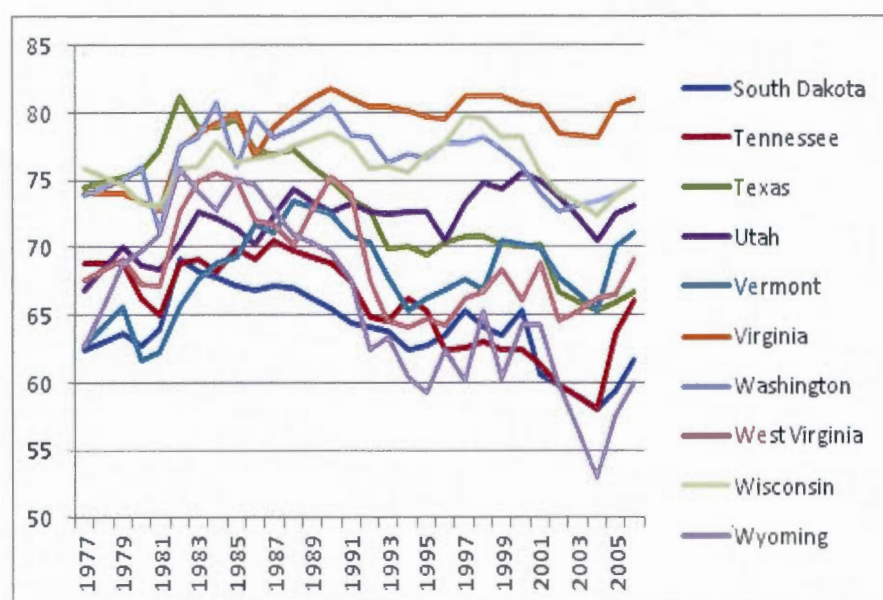


Figure 3.7 Taux moyen de décentralisation par État de 1977-2006

Pour montrer que la décentralisation et la corruption ne suivent pas toujours des tendances linéaires nous avons juxtaposé l'évolution du taux de décentralisation moyen et

le nombre moyen de condamnations de fonctionnaire aux États-Unis de 1977 à 2006 dans la figure 3.8.

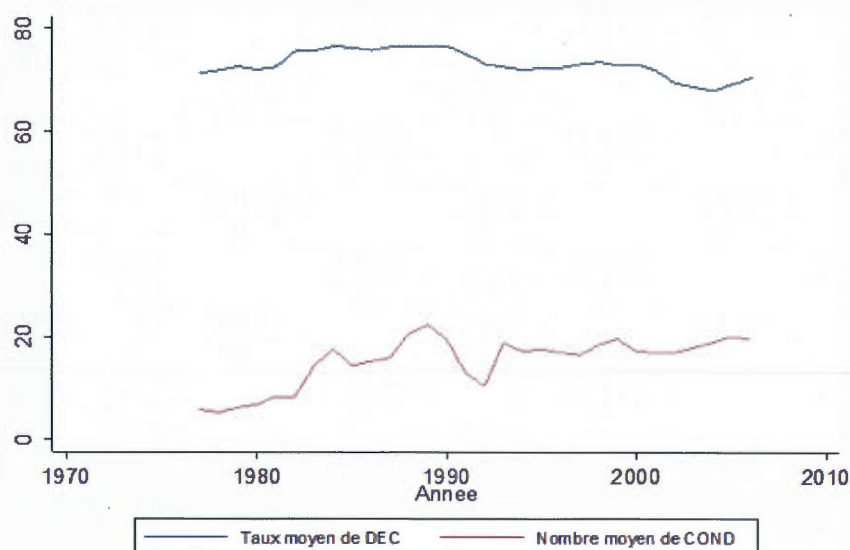


Figure 3.8 Taux moyen de décentralisation et nombre moyen de condamnations entre 1977-2006 aux États-Unis

Afin de déterminer la validité de nos données, nous avons cherché à reproduire la *table 1* de l'étude de Fisman et Gatti qui donne la moyenne des transferts fédéraux (FED) et la part de condamnations d'officiels par millions d'habitants (COND) par état sur la période de 1976-1987. Les estimés sont présentés dans le tableau 6.1. La moyenne de condamnations pour corruption aux États-Unis est de 2,27 par millions d'habitants et la moyenne des transferts fédéraux est de 22,84 % dans l'étude de Fisman et Gatti. Nos estimés sont similaires à ceux des auteurs. La légère différence dans les résultats peut être expliquée par la façon de mesurer la population totale, la manière dont a été estimée la décentralisation et le fait qu'eux commencent en 1976 et nous en 1977. En effet, nous obtenons que la moyenne de condamnations pour corruption pour l'ensemble des états entre 1977-1987 est de 2,25 par millions d'habitants et la moyenne des transferts

fédéraux de 25,71 %. Le tableau 6.2 présente les statistiques descriptives pour toute la période de notre travail, soit de 1977 à 2006. La moyenne de condamnations passe à 2,81. Un effort plus conséquent a donc été fait les 20 dernières années contre la corruption publique. Quant à la moyenne des transferts gouvernementaux, elle est de 26,82 % entre 1977-2006. La décentralisation, mesurée par le ratio des revenus générés localement sur le total des revenus générés pour un état, ne varient pas grandement dans le temps lorsqu'on fait la moyenne de tous les états américains pour l'intervalle de l'étude. Toutefois, nous observons que dans certains états le taux des transferts gouvernementaux a augmenté ou diminué significativement. Par exemple, le taux augmente de 5 % dans l'état d'Arizona (0,18 vs 0,23) et diminue de 3 % dans l'état du Nevada. De plus, en calculant la moyenne américaine pour certaines années, il est intéressant de noter que les transferts gouvernementaux ont considérablement diminué durant la première décennie faisant passer le taux de décentralisation de 71,37 % en 1977 à 76,73 % en 1988 ce qui est en accord avec la littérature. Ensuite, les transferts ont graduellement augmenté dans le courant du milieu des années 1990. En effet, le taux d'autonomie est de 73,57 % en 1998 et de 70,51 % en 2006 soit la fin de notre étude.

Une deuxième mesure pour la décentralisation a été compilée comme indiqué dans la section précédente. Ce nouvel indicateur découle de la littérature sur le sujet. Treisman (2000) utilise le nombre d'échelons au sein du gouvernement pour identifier la décentralisation. Le gouvernement fédéral et les États ne constituent pas l'ensemble de la structure gouvernementale des États-Unis. Il existe aussi de nombreux gouvernements locaux. Pour le bureau de recensement américain, les gouvernements locaux sont par exemple «des comtés, des municipalités, des districts scolaires et d'autres districts spéciaux». Il définit les unités gouvernementales comme «toutes agences ou corps ayant une existence organisée, un caractère gouvernemental, et une autonomie substantielle. Alors que la plupart de ces gouvernements peuvent imposer des taxes, beaucoup de districts spéciaux - [...] - sont financés par le biais de location, de frais de services, de subventions de la part d'autres gouvernements et des sources autres que les taxes.» Les données ont été rapportées du tableau *Number of Local Governments, by type-States*

sur le site du bureau de recensement. Les statistiques sont disponibles pour les années 1977, 1982, 1987, 1992, 1997 et 2002. De ce fait, seul l'ensemble de la période sera testé.

3.2.2 La population

Deux sources ont été utilisées pour mesurer la population de chaque état. Cependant, il manque certaines observations dans l'annuaire statistique et la population est souvent donnée en milliers. Par contre, le bureau d'analyse économique fournit les profils économiques de chaque état dont la population. Il est donc possible d'avoir accès aux données sur la population de 1977 à 2006 pour les 50 états américains à l'aide du tableau SA30 *State economic profiles*.

3.2.3 La protection policière

Il semble également important de contrôler pour le nombre de policiers dans chaque état. En effet, si ces derniers sont plus nombreux il est possible que la détection se fasse de manière plus systématique et efficace. Par contre, plus de policiers signifie aussi plus d'opportunités d'assister à des activités de corruption. Ces données se retrouvent sur le bureau de recensement américain dans le tableau s'intitulant *State and Local Government Police Protection and Correction-Employment and Expenditures*. Pareillement à la variable de décentralisation, quelques observations sont absentes dont les années 1980, 1981, 1982, 1984, 1985, 1989, 1990, 1996, 1998 et 2001. Nous réalisons une extrapolation linéaire pour remédier à ce problème. Le recours à cette méthode est justifié dans la mesure où le nombre de policiers fluctuent généralement dans la même direction que la population. L'intuition est qu'au fur et à mesure que la population augmente, la force policière demeure dans l'obligation d'augmenter son contingent. De plus, des statistiques sont disponibles avant et après l'année qui n'est pas observée.

3.2.4 Le produit national brut

Le bureau d'analyse économique américain dispose des données sur le produit national brut pour les 50 états américains de 1977 à 2006. Le bureau utilise deux procédés pour estimer cette variable. Avant 1997, les estimés se basent sur la classification industrielle standard (SIC) de 1972 et de 1987. Après 1997, les statistiques sont obtenues sur la base du système de classification des industries nord-américaine (NAICS). Les dollars sont aux prix courants.

3.2.5 La taille du gouvernement

En ce qui concerne la taille du gouvernement, les données n'existent pas directement. De ce fait, nous avons d'abord recherché les dépenses publiques de chaque état qui sont accessibles dans l'annuaire statistique américain sur le site du bureau de recensement. Les données sont présentées dans le tableau *State government-Total general Expenditures, by state*. Une extrapolation est réalisée pour les observations manquantes, en l'occurrence les années 1978 et 1989. Ensuite, nous divisons les dépenses publiques par le produit national brut afin d'obtenir un estimé de la taille du gouvernement.

3.2.6 Le salaire des employés du gouvernement

Contrôler pour le salaire semble pertinent car si des employés sont sous-payés, l'incitation à tricher est plus grande. Nous avons estimé le salaire des employés du gouvernement en divisant le total des salaires du gouvernement sur l'ensemble des employés du gouvernement. Le bureau d'analyse économique fournit les estimés sur le total des salaires gouvernementaux. Ces données sont présentées dans le tableau SA05N *Personal income by major source and earnings, by industry*. Le bureau distingue deux procédés dans le calcul des estimés similairement au produit national brut. Jusqu'à 2001, ceux-ci se fondent sur la classification industrielle standard (SIC) de 1972 et de 1987. Ensuite, ils sont calculés sur la base du système de classification des industries nord-américaine (NAICS). Les données sur le nombre d'employés au sein du gouvernement proviennent

de l'abstrait statistique du bureau de recensement américain grâce au tableau *Full-time equivalent employment of State and Local Governments-States*.

3.3 Nouvelles variables

En accord avec la littérature, deux nouvelles variables ont été ajoutées à l'étude, soit le taux de chômage et une variable économique sur la pauvreté afin de tester la robustesse des résultats et de diminuer le biais de variables omises.

3.3.1 Variable de pauvreté

Une autre variable qui ressort dans la littérature semblant avoir un impact sur la corruption est la pauvreté. L'incitation à s'engager dans des activités illégales peut être plus élevée si un individu se retrouve dans une situation précaire. À cet égard, l'annuaire statistique du bureau de recensement fournit le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté par État dans le tableau *Families and People Below Poverty Level by State*. Cependant cette mesure est seulement disponible depuis 1987 car la procédure a changé. Les rapports statistiques de 1980 à 1990 se base sur l'année 1979 en ce qui concerne le taux de pauvreté et les abstraits de 1977 à 1979 se base sur l'année 1985. Étant donné que la statistique n'est pas accessible avant 1987, elle ne sera pas incluse dans les estimés de la première période soit 1977-1987.

3.3.2 Le taux de chômage

Le taux de chômage peut également avoir un impact sur la corruption. Les tableaux contenant le numéro de série *LASSTxx000003* sur le site du bureau sur les statistiques de travail (*Bureau of Labor Statistics*) fournissent les données sur le taux de chômage pour 1977-2006.

Tableau 3.1 Définition des variables

Variable	Description	Source
Corruption	Nombre d'officiels publics condamnés pour abus de pouvoir	Département de Justice américain
Décentralisation	-Ratio des revenus générés localement sur le total des revenus générés -Unités gouvernementales	Bureau de recensement américain Bureau de recensement américain
Population	Logarithme de la population	Bureau d'analyse économique
Protection policière	Nombre de policiers	Bureau de recensement américain
Produit national brut	Logarithme du produit national brut	Bureau d'analyse économique
Taille du gouvernement	Ratio des dépenses publiques sur le produit national brut	Bureau d'analyse économique, Bureau de recensement
Salaire	Salaire des employés du gouvernement	Bureau d'analyse économique
Taux de chômage	Taux de chômage annuel	Bureau des statistiques du travail
Pauvreté	Seuil de pauvreté	Bureau de recensement américain

source : auteur

CHAPITRE IV

RÉSULTATS EMPIRIQUES

4.1 Séries chronologiques

Dans un premier temps, nous présentons les variables statistiquement significatives qui découlent des régressions avec des séries temporelles pour chaque état dans le tableau 4.1. Même si les valeurs ne pointent pas toutes dans le même sens suivant l'État, il est intéressant de connaître les variables ayant un impact sur la corruption. La variable explicative qui produit le plus de coefficient significatif pour les 50 séries est le salaire des employés du gouvernement. De fait, neuf états ont un estimé significatif. Même si les coefficients divergent, le salaire a certainement un impact sur la corruption. Sept états ont un coefficient significatif associé au chômage et au produit national brut. L'importance du produit national brut dans le contrôle de la corruption a été établie dans la littérature. L'ajout de la variable du taux de chômage va donc permettre de réduire le biais de variables omises dans l'analyse avec des données de panel. Six états ont un coefficient significatif associé à la décentralisation et la population. Le tableau 4.2 présente les résultats significatifs pour la variable de décentralisation de 1977-2006. Quatre états ont un estimé significatif relié à la taille du gouvernement. Finalement, trois états présentent des coefficients significatifs sur la protection policière et la pauvreté. Les résultats pour ces variables significatives sont disponibles dans l'annexe.

Tableau 4.1 Variables explicatives significatives avec des séries temporelles

État	DEC	POP	POL	PNB	TGV	SAL	CHÔ	PAU	État	DEC	POP	POL	PNB	TGV	SAL	CHÔ	PAU
Alabama	X			X		X			Montana								
Alaska				X					Nebraska					X		X	
Arizona									Nevada								
Arkansas									New-Hampshire								
California				X		X			New-Jersey								
Colorado									New-Mexico								
Connecticut									New-York			X				X	X
Delaware									North-Carolina					X		X	
Florida	X			X					North-Dakota								
Georgia		X	X			X			Ohio								
Hawaii	X			X	X	X	X	X	Oklahoma								
Idaho		X				X			Oregon	X							
Illinois	X			X					Pennsylvania								
Indiana		X							Rhode-Island								
Iowa							X		South-Carolina								
Kansas		X			X	X	X		South-Dakota			X			X		
Kentucky									Tennessee								
Louisiana							X	X	Texas								
Maine									Utah								
Maryland									Vermont						X		
Massachusetts									Virginia						X		
Michigan									Washington								
Minnesota		X		X					West-Virginia	X							
Mississippi									Wisconsin								
Missouri									Wyoming		X						

source : compilation de l'auteur

note : significatif quand X.

Tableau 4.2 Résultats significatifs de décentralisation avec des séries temporelles

État	Variable	Coefficient	Stat-t	État	Variable	Coefficient	Stat-t
Alabama	DEC	4,13***	2,20	Montana	—		
Alaska	—			Nebraska	—		
Arizona	—			Nevada	—		
Arkansas	—			New-Hampshire	—		
California	—			New-Jersey	—		
Colorado	—			New-Mexico	—		
Connecticut	—			New-York	—		
Delaware	—			North-Carolina	—		
Florida	DEC	10,81***	3,09	North-Dakota	—		
Georgia	—			Ohio	—		
Hawaii	DEC	-2,38***	-4,17	Oklahoma	—		
Idaho	—			Oregon	DEC	0,81*	1,79
Illinois	DEC	-16,93*	-1,87	Pennsylvania	—		
Indiana	—			Rhode-Island	—		
Iowa	—			South-Carolina	—		
Kansas	—			South-Dakota	—		
Kentucky	—			Tennessee	—		
Louisiana	—			Texas	—		
Maine	—			Utah	—		
Maryland	—			Vermont	—		
Massachusetts	—			Virginia	—		
Michigan	—			Washington	—		
Minnesota	—			West-Virginia	DEC	1,79***	2,57
Mississippi	—			Wisconsin	—		
Missouri	—			Wyoming	—		

note : *** seuil de 99 %, ** seuil de 95 %, * seuil de 90.

Dans un deuxième temps, une analyse similaire est conduite pour l'ensemble des états américains sur toute la période de notre étude mais aussi en distinguant trois phases distinctes. Le tableau 4.3 donne les résultats pour ce cas. Un premier constat ressort de ce tableau. Les coefficients sont nettement plus significatifs en considérant toute la durée de l'étude. Nous observons que la décentralisation a un impact négatif sur la corruption en examinant la période 1977-2006. Le coefficient associé à la décentralisation est de -0,17. L'impact négatif est encore plus fort en considérant uniquement la période 1977-1987 ce qui représente la durée de l'étude de Fisman & Gatti (2002b). Le coefficient est de -0,66. Dans les deux cas, les coefficients sont significatifs au seuil de confiance de 95 %. L'estimé reste négatif entre 1988-1997 mais il n'est pas significatif. Par contre, la valeur associée à la décentralisation de 1998-2006 est positive ce qui veut dire que la décentralisation influence positivement la corruption. Elle est significative au seuil de confiance de 90 %. La population a également un impact négatif sur la corruption. Quand la corruption augmente, les états ont tendance à être moins peuplé. Les coefficients significatifs reliés à la population sont tous d'ordre négatif. En ce qui concerne la protection policière, tous les estimés suggèrent que la corruption augmente avec une augmentation du corps policier. Or, cela peut paraître normal dans la mesure où plus de surveillance signifie automatiquement plus d'arrestations. Le PIB a un effet positif sur la corruption ce qui est différent de la plupart des prédictions théoriques et empiriques de la littérature. Tous les coefficients associés au PIB sont positifs et significatifs. Encore une fois, les coefficients de 1977-2006 et 1977-1987 sont plus significatifs que ceux de 1988-1997 et 1998-2006. La taille du gouvernement a aussi un impact positif sur la corruption. Finalement, les salaires des fonctionnaires ont un impact négatif sur la corruption. Le coefficient de -0,0005 pour 1977-2006 signifie que la corruption augmente quand le salaire des employés du gouvernement diminue. Intuitivement cela est pertinent car un employé sous-payé aura plus d'incitation à tricher. Tous les coefficients sont positifs et significatifs au seuil de 99 % sauf pour l'estimation de 1977-1987.

Tableau 4.3 Résultats pour les États-Unis avec des données en coupe transversale

Variable dépendante : Corrompu	1977-2006	1977-1987	1988-1997	1998-2006
Variables explicatives	Coefficient	Coefficient	Coefficient	Coefficient
Décentralisation	-0,17*** (-2,70)	-0,66*** (-4,49)	-0,06 (-0,54)	0,26* (1,71)
Population	-11,85*** (-5,70)	-9,23** (-2,03)	-9,96* (-1,91)	5,92 (1,18)
Policiers	0,001*** (27,36)	0,0006*** (8,49)	0,0012*** (21,00)	0,0008*** (10,98)
Produit national brut	14,43*** (6,64)	13,14*** (2,63)	10,70* (1,93)	10,70* (1,93)
Taille du gouvernement	49,13*** (3,20)	32,90 (0,93)	42,71 (1,38)	39,21*** (17,42)
Salaire des fonctionnaires	-0,0005*** (-5,95)	0,00015 (0,54)	-0,0007*** (-4,00)	-0,0004*** (-4,96)

note : Les statistiques *t* sont entre parenthèses.

*** seuil de 99 %, ** seuil de 95 %, * seuil de 90.

4.2 Régression avec des données en panel

Le tableau 4.4 présente les résultats avec des données en panel. Plusieurs avantages ressortent d'utiliser une régression en panel pour une étude avec 50 états américains pour 30 ans. Une base de données longitudinale contient de multiples observations pour chaque état à plusieurs moments dans le temps. Ainsi, nous pouvons contrôler les facteurs qui varient entre états mais qui ne varient pas dans le temps, ce qui provoquerait un biais de variable omises dans le cas où celles-ci seraient omises (Stock & Watson, 2007). Comme pour la régression avec des séries temporelles, plus de coefficients sont significatifs en considérant toute la durée de l'étude. Un autre constat de ce tableau est que l'impact de la décentralisation sur la corruption divergent. Le coefficient associé à la décentralisation de 1977-2006 est 0,44 alors qu'il est de -0,61 de 1977-1987. Dans les deux cas, le coefficient est significatif au seuil de confiance de 99 %. En ce qui concerne 1988-1997 et 1998-2006, les coefficients sont respectivement 0,10 et 0,37, ce qui suggère que la décentralisation a un impact positif sur la corruption mais les estimés sont peu ou pas significatifs. La population a un impact négatif sur la corruption. Seul le coefficient associé à la population de 1977-2006 est significatif. Le nombre de policiers a également un impact positif sur la corruption sauf pour la période 1998-2006. Les valeurs sont toutes significatives au seuil de 95 %. Le PIB a un effet positif sur la corruption ce qui va quelque peu à l'encontre des prédictions. L'unique coefficient significatif pour cette variable est celui de 1977-2006. Les estimés de l'impact de la taille du gouvernement sur la corruption pointent plutôt vers un effet négatif. En effet, le seul coefficient significatif associé à la taille du gouvernement est de -170,22 pour la période 1988-1997. Pour ce qui est des salaires des employés du gouvernement, les valeurs sont négatives mais aucune n'est significative au seuil de 95 %.

Tableau 4.4 Résultats pour les États-Unis avec des données en panel

Variable dépendante : Corrompu	1977-2006	1977-1987	1988-1997	1998-2006
Variation explicatives	Coefficient	Coefficient	Coefficient	Coefficient
Décentralisation	0,44*** (4,02)	-0,61*** (-3,17)	0,07 (0,42)	0,10 (0,65)
Population	-18,06*** (-3,71)	-7,67 (-1,28)	1,56 (0,21)	0,08 (0,01)
Policiers	0,001*** (13,22)	0,0006*** (6,07)	0,001*** (11,40)	0,0006*** (6,04)
Produit national brut	9,71*** (3,47)	10,13 (1,55)	-2,37 (-0,30)	5,58 (0,73)
Taille du gouvernement	1,93 (0,07)	-20,47 (-0,42)	-36,71 (-0,74)	26,79 (0,69)
Salaire des fonctionnaires	-0,0002* (-1,81)	-0,0004 (-1,31)	-0,0003 (-1,28)	-0,0001 (-0,89)
Test de Hausman	0,00	0,10	0,09	0,17

note : Les statistiques *t* sont entre parenthèses.

*** seuil de 99 %, ** seuil de 95 %, * seuil de 90.

Pour la deuxième spécification, nous ajoutons deux variables explicatives, en accord avec la littérature, dans la régression. Ces deux variables sont le taux de chômage et un indice pour la pauvreté. Toutes les variables associées à 1977-2006 sont significatives mis à part la taille du gouvernement. Les résultats sont similaires à ceux de la première spécification et se trouvent dans le tableau 4.5. Il est intéressant de noter que la pauvreté a une forte relation positive avec la corruption ce qui suggère que les états avec une plus grande population vivant sous le seuil de pauvreté sont plus corrompus.

En ce qui a trait aux résultats de la troisième spécification, ils sont décrits dans le tableau 4.6. Pour cette spécification, seule la période entière de l'étude est considérée car les données sur les unités gouvernementales sont disponibles tous les 5 ans. Avec cette mesure, nous observons que la décentralisation a un impact négatif sur la corruption avec des données de panel alors que l'impact est positif pour la même période avec le taux d'autonomie comme indicateur de décentralisation. Le coefficient associé à la décentralisation est de -0,03. Il est significatif au seuil de 99 %. Les autres variables significatives de cette estimation sont le nombre de policiers et la taille du gouvernement.

Tableau 4.5 Résultats pour les États-Unis avec des données en panel

Variable dépendante : Corrompu	1977-2006	1977-1987	1988-1997	1998-2006
Variables explicatives	Coefficient	Coefficient	Coefficient	Coefficient
Décentralisation	0,33*** (2,52)	-0,66** (-2,50)	-0,02 (-0,07)	0,28 (1,40)
Population	-11,63* (-1,66)	-13,50 (-1,58)	37,31 (1,63)	-3,73 (-0,43)
Policiers	0,0006*** (4,88)	0,001*** (8,96)	0,0006* (1,69)	0,0007*** (6,00)
Produit national brut	11,79*** (2,96)	13,19 (1,41)	-30,76*** (-2,56)	8,44 (0,96)
Taille du gouvernement	-18,89 (-0,52)	-22,32 (-0,34)	-85,60 (-1,03)	17,66 (0,36)
Salaire des fonctionnaires	-0,0002** (-1,97)	0,0002 (0,57)	0,0005 (1,24)	-0,0002 (-1,05)
Taux de chômage	-0,62* (-1,87)	0,05 (0,09)	- 2,18*** (-3,25)	0,06 (0,09)
Pauvreté	0,83*** (3,48)	0,81*** (2,73)	0,22 (0,69)	0,76* (1,81)
Test de Hausman	0,28	0,57	0,02	0,54

note : Les statistiques t sont entre parenthèses.

*** seuil de 99 %, ** seuil de 95 %, * seuil de 90.

Tableau 4.6 Résultats pour les États-Unis avec des données en panel

Variable dépendante : Condamne 1977-2006		
Variables explicatives	Coefficient	Stat <i>t</i>
Décentralisation	-0,03***	(-2,61)
Population	-11,28	(-0,43)
Policiers	0,002***	(4,85)
Produit national brut	-0,33	(-0,02)
Taille du gouvernement	-254,01**	(-2,23)
Salaire des fonctionnaires	-0,00001	(0,03)
Taux de chômage	-0,25*	(-0,28)
Pauvreté	-0,23	(-0,40)
Test de Hausman	0,00	

note : *** seuil de 99 %, ** seuil de 95 %, * seuil de 90.

4.3 Discussion des résultats

Pour cette discussion, nous parlerons uniquement des estimés reliés à l'ensemble des états américains et non aux régressions individuelles effectuées pour chaque état. Le tableau 4.7 résume les résultats de l'effet de la décentralisation sur la corruption.

À la lumière des résultats, la décentralisation a plutôt tendance à affecter négativement la corruption. En effet, sur les cinq coefficients statistiquement significatifs au seuil de confiance de 99 %, quatre suggèrent que la corruption augmente quand la décentralisation diminue. Néanmoins, nous observons une claire tendance inverse plus les années avancent. Les effets négatifs de la décentralisation sur la corruption sont plus prononcés pour la période 1977-1987. Les coefficients associés à la décentralisation sont de -0,66 avec une série temporelle et de -0,61 avec des données en panel. Ensuite, les effets négatifs s'atténuent pour finalement être positifs à la période 1998-2006. Peu importe la manière

Tableau 4.7 Tableau récapitulatif

Années	Régression en coupe transversale	Régression en panel	Régression en panel
Decentr	Taux d'autonomie	Taux d'autonomie	Unités gouvernementales
1977-1987	-0,66*** (-4,49)	-0,61*** (-3,17)	—
1988-1997	-0,06 (-0,54)	0,07 (0,35)	—
1998-2006	0,26* (1,71)	0,10 (1,72)	—
1977-2006	-0,17*** (-2,70)	0,44*** (4,02)	-0,03***

source : compilation de l'auteur

note : Les statistiques *t* sont entre parenthèses.

*** seuil de 99 %, ** seuil de 95 %, * seuil de 90.

de tester les données, la tendance est la même. De plus, les résultats pour toute la période de l'étude pointent dans diverses directions. En utilisant le taux d'autonomie comme indicateur de la décentralisation et des données temporelles, le coefficient est de -0,17 alors qu'il est de 0,44 avec des données de panel. Ce même coefficient est de -0,03 lorsque nous mesurons la décentralisation avec le nombre d'échelons au gouvernement.

Pour expliquer cette évolution disparate, il est intéressant de savoir que le changement a eu lieu dans les années où la moyenne de décentralisation américaine est à la baisse. Nous avons mentionné dans la section des données que la moyenne américaine de décentralisation a augmenté de 1977 à 1988 mais que celle-ci a diminué dans le courant des années 1990 et au tournant du millénaire. En effet, le taux d'autonomie est plus faible en 2006 qu'il ne l'est en 1977. Ce phénomène accompagné d'une lutte plus intense contre la corruption dans les années 1990 peut avoir influencé quelque peu les résultats.

Étant donné que notre étude s'est basée sur l'article de Fisman & Gatti (2002b), il est important de comparer nos résultats avec les leurs surtout pour la même période afin de

vérifier la validité des données. Ils observent que la décentralisation mesurée avec le taux d'autonomie affecte négativement la corruption en faisant une régression de panel. Leur étude s'étend de 1976-1987. En d'autres termes, quand les transferts gouvernementaux augmentent la corruption croît. Même si quelques statistiques descriptives diffèrent, en partie à cause que nous débutons l'étude en 1987, nos résultats pointent dans la même direction comme l'indique le coefficient -0,61. Les statistiques descriptives sont disponibles en annexe.

Finalement, nous constatons que les statistiques pour toutes les variables sont plus significatives en considérant toute la durée de l'étude et la période 1977-1987. Les deux autres périodes amènent peu de résultats concluants quant à la décentralisation.

CONCLUSION

Dans le cadre de ce travail, deux objectifs principaux ont été poursuivis. Le premier consiste à identifier les changements dans le temps d'une politique plus décentralisatrice ou centralisatrice sur la corruption aux États-Unis entre 1977-2006. Le deuxième objectif est de vérifier la robustesse des résultats de Fisman & Gatti qui trouvent une forte relation positive entre le degré de centralisation et la corruption aux États-Unis entre 1976-1987.

À la lumière des résultats, l'impact de la décentralisation sur la corruption est ambigu. Alors que la décentralisation semble avoir un impact négatif significatif sur la corruption jusqu'au début des années 1990, l'effet inverse est constaté par la suite. Le coefficient associé à la décentralisation est de -0,66 de 1977-1987 et de 0,33 de 1977-2006. À cet effet, il faut noter que le taux de décentralisation moyen ou taux d'autonomie moyen, calculé sur la base du ratio entre le total des revenus générés localement sur le total des revenus par état, est en constante évolution positive de 1977 à 1990 aux États-Unis. Ce taux atteint 0,76 en 1990. En d'autres termes, 24 % des revenus sont des transferts fédéraux. Ensuite, le taux chute graduellement jusqu'en 2004 où les transferts fédéraux représentent 32 % du total des revenus. Même si nos estimés de 1977-1987 concordent avec les résultats de Fisman & Gatti (2002b), ceux-ci ne sont pas robustes sur les autres périodes étudiées soit : 1988-1997, 1998-2006 et 1977-2006. Les coefficients associés à la décentralisation de 1988-1997 et 1998-2006 ne sont pas significatifs et donc peu concluants. L'estimé de 1977-2006 est significatif mais il suggère une forte relation positive entre le degré de décentralisation et les condamnations d'officiels publics pour abus de pouvoir ce qui est en désaccord avec les résultats de 1977-1987. Afin d'expliquer cette évolution, il faut noter que l'intérêt pour la corruption a augmenté au sein de la communauté internationale dans les années 1990 en même temps que le taux d'auto-

nomie a chuté. Les institutions politiques et légales de nombreux pays ont été affaiblies suite à des crises politiques systémiques engendrant de nouvelles opportunités d'abus. La globalisation, la libéralisation économique et politique a mis en lumière cette réalité (Elliott, 1997). De plus, plusieurs organisations non-gouvernementales s'intéressant à la corruption ont vu le jour au début des années 1990. Le premier accord international, la Convention anti-corruption de l'OCDE, a été signé en 1997 et est entrée en vigueur en 1999. Cela suggère une prise de conscience d'un problème de corruption qui peut avoir comme conséquence un contrôle plus serré au début des années 1990.

Quant aux États-Unis, ils mènent une politique plus répressive de la corruption depuis la fin des années 1970. Le gouvernement américain crée la section d'intégrité publique en 1976 qui a pour but de diminuer la corruption publique. De plus, ils adoptent dans la même année le Foreign Corrupt Practices Act qui rend illégal le versement de pot-de-vin à des fonctionnaires étrangers par des citoyens américains. Depuis 1998, cette législation s'applique aussi pour des versements illégaux ayant lieu sur sol américain¹. La lutte plus intense contre la corruption associée à une nette tendance à la baisse de la décentralisation aux États-Unis de 1990 jusqu'à l'année 2004 peut expliquer en partie cette divergence dans les résultats des différentes périodes. Par ailleurs, les résultats divergent également en faisant une régression en coupe transversale même si les estimés tendent plutôt vers une relation négative entre le degré de décentralisation et la corruption.

L'étude présente cependant plusieurs limites. La première concerne l'hypothèse émise quant à la détection et la surveillance d'activités corrompues. Celle-ci stipule que la probabilité de détecter est la même pour tous les états, or d'une part, il est fort probable que la détection s'est améliorée dans les années 1990 quand la lutte face à la corruption s'est intensifiée, et d'autre part, il est possible que la détection soit meilleure dans les états où les fonctionnaires sont plus étroitement contrôlés. De plus, les nouvelles technologies d'informations sont en constante progression depuis les années 1990. Cependant,

1. Site du département de Justice des États-Unis. <http://www.justice.gov/criminal/fraud/fcpa/>

la lutte s'est plutôt produite sur la scène internationale. Avec la création de la section d'intégrité publique aux États-Unis en 1976, nous pouvons supposer que la lutte a déjà commencé antérieurement nationalement.

Une deuxième limite a trait à la mesure de la corruption. La question se pose si le taux de condamnations représente une bonne mesure du degré de corruption car la plupart des études réalisées sur le sujet ont recours à des indices de perception de la corruption. Les états constitués de plus de gouvernements locaux auront proportionnellement plus d'officiels publics que ceux avec moins de gouvernements et donc plus d'officiels corrompus. De plus, Glaeser & Saks (2006) notent que le degré de corruption peut être sous-estimé dans les états plus corrompus si le Département de Justice ne poursuit pas avec la même vigilance tous les cas de corruption à travers les différents états. Cependant, les auteurs indiquent aussi que les données reliées aux condamnations sont moins subjectives, couvrent une plus longue période et ne sont pas sujettes aux problèmes associés à des erreurs d'échantillonnage comme le peuvent l'être les données basées sur des enquêtes. Ainsi, l'utilisation de cette mesure semble appropriée dans le cas d'une étude nationale.

Finalement, la troisième limite touche la mesure de la décentralisation. La littérature distingue plusieurs types de décentralisation qui influencent différemment la corruption. Néanmoins la plupart des recherches sur thème utilisent le ratio des revenus générés localement sur le total des revenus comme indicateur principal de décentralisation fiscale.

Même si le recours à la décentralisation peut contribuer à améliorer la gouvernance publique, les résultats sont plus mitigés concernant la réduction de la corruption. Pour des futures recherches, il serait intéressant de créer un indice permettant d'inclure les tendances politiques afin d'identifier plus clairement les changements de politique dans le temps. De plus, afin d'analyser la question plus profondément, il faudrait aussi différencier entre des programmes de transferts fédéraux et les subventions accordées à chaque état (Fisman & Gatti, 2002b). Nos données ne le permettent pas mais ceci permettrait certainement d'informer de manière plus efficiente les décideurs politiques.

ANNEXE

Les tableaux suivants présentent les statistiques descriptives de chaque état et des États-Unis pour les variables FED et COND ainsi que celles sur la moyenne de condamnations par 1 000 employés du gouvernement, sur la moyenne de condamnations par 1 000 prisonniers et le nombre de policiers par habitant.

Légende :

CHÔ. : Taux de chômage

COND. : Variable mesurant la corruption

DEC. : Variable mesurant le degré de décentralisation

F. & G. : Fisman et Gatti

FED. : Variable mesurant le degré de décentralisation

PAU. : Variable mesurant le degré de pauvreté

PNB. : Produit national brut

POL. : Police

POP. : Population

SAL. : Salaire des employés du gouvernement

TGV. : Taille du gouvernement

PAU. : Variable mesurant le degré de pauvreté

Tableau A.1 Moyenne fédéral et condamnés 1977-1987

Statistiques descriptives									
État	FED. (Fis- man & Gatti)	FED. (Meier)	COND. (F. & G.)	CONDEtat (M.)		FED. (F. & G.)	FED. (M.)	COND. (F. & G.)	COND. (M.)
Alabama	0,27	0,29	4,98	4,79	Montana	0,29	0,34	1,87	2,23
Alaska	0,17	0,12	7,38	7,57	Nebraska	0,2	0,25	1,65	1,83
Arizona	0,18	0,18	0,95	0,98	Nevada	0,2	0,23	2,39	2,48
Arkansas	0,30	0,32	2,12	2,08	New-Hampshire	0,23	0,31	2,04	1,8
California	0,17	0,25	1,43	1,51	New-Jersey	0,19	0,22	1,89	1,71
Colorado	0,18	0,26	1,36	1,45	New-Mexico	0,27	0,21	3,33	3,16
Connecticut	0,21	0,22	1,95	2,02	New-York	0,22	0,27	3,46	3,69
Delaware	0,23	0,20	1,70	1,62	North-Carolina	0,23	0,25	1,6	1,6
Florida	0,18	0,22	1,3	1,45	North-Dakota	0,25	0,25	0,88	0,67
Georgia	0,26	0,3	3,09	3,1	Ohio	0,2	0,24	1,82	2,07
Hawaii	0,2	0,21	1,28	1,31	Oklahoma	0,22	0,23	7,62	6,69
Idaho	0,25	0,29	1,18	1,36	Oregon	0,22	0,27	0,77	0,71
Illinois	0,21	0,25	2,93	2,84	Pennsylvania	0,24	0,25	3,2	3,26
Indiana	0,21	0,23	1,39	1,71	Rhode-Island	0,26	0,27	2,19	2,07
Iowa	0,18	0,24	0,86	0,92	South-Carolina	0,25	0,26	4,78	4,69
Kansas	0,18	0,25	2,12	1,95	South-Dakota	0,3	0,34	5,03	4,89
Kentucky	0,26	0,27	2,15	2,2	Tennessee	0,27	0,31	5,42	5,16
Louisiana	0,22	0,26	2,78	2,8	Texas	0,18	0,23	1,61	1,6
Maine	0,32	0,31	1,34	1,27	Utah	0,23	0,3	1,51	1,27
Maryland	0,21	0,23	2,07	2,44	Vermont	0,31	0,34	0,43	0,36
Massachusetts	0,25	0,24	1,95	1,91	Virginia	0,19	0,24	1,35	1,83
Michigan	0,19	0,25	1,79	1,78	Washington	0,17	0,24	0,61	0,53
Minnesota	0,19	0,22	0,55	0,72	West-Virginia	0,27	0,29	2,57	2,54
Mississippi	0,3	0,32	3,51	4,33	Wisconsin	0,21	0,24	1,42	1,59
Missouri	0,24	0,28	1,23	1,43	Wyoming	0,26	0,29	0,83	0,71
Période	1976- 1987	1977- 1987	1976- 1987	1977- 1987	Période	1976- 1987	1977- 1987	1976- 1987	1977- 1987

source : Fisman & Gatti (2002b), Bureau de recensement américain

compilé par Aleksander Meier

Tableau A.2 Moyenne fédéral et condamnés de 1977-2006

Statistiques descriptives					
État	FED.	COND.	Etat	FED.	COND.
Alabama	0,31	4,23	Montana	0,34	4,42
Alaska	0,16	5,51	Nebraska	0,26	1,38
Arizona	0,23	1,90	Nevada	0,2	2,06
Arkansas	0,31	2,26	New-Hampshire	0,29	1,22
California	0,26	2,29	New-Jersey	0,22	2,96
Colorado	0,26	1,46	New-Mexico	0,24	2,23
Connecticut	0,22	2,55	New-York	0,29	4,28
Delaware	0,19	2,95	North-Carolina	0,27	1,74
Florida	0,23	3,61	North-Dakota	0,3	5,55
Georgia	0,3	3,4	Ohio	0,27	3,65
Hawaii	0,21	3,23	Oklahoma	0,25	4,0
Idaho	0,28	2,18	Oregon	0,29	0,78
Illinois	0,25	4,58	Pennsylvania	0,26	3,79
Indiana	0,24	2,01	Rhode-Island	0,29	2,54
Iowa	0,25	1,27	South-Carolina	0,29	3,37
Kansas	0,26	1,66	South-Dakota	0,36	5,15
Kentucky	0,28	3,78	Tennessee	0,34	4,83
Louisiana	0,3	5,69	Texas	0,27	2,15
Maine	0,31	2,37	Utah	0,28	1,24
Maryland	0,23	2,64	Vermont	0,32	1,31
Massachusetts	0,23	2,54	Virginia	0,21	3,44
Michigan	0,25	1,97	Washington	0,24	1,14
Minnesota	0,22	1,19	West-Virginia	0,31	3,29
Mississippi	0,35	6,01	Wisconsin	0,24	1,72
Missouri	0,29	2,56	Wyoming	0,34	2,82

source : auteur

inspiré par Fisman et Gatti (2002b)

Tableau A.3 Moyenne de condamnations pour abus de pouvoir par 1000 employés du
gouvernement

Statistiques descriptives									
État	1977- 1987	1988- 1997	1998- 2006	1977- 2006	État	1977- 1987	1988- 1997	1998- 2006	1977- 2006
Alabama	0,098	0,053	0,083	0,078	Montana	0,042	0,062	0,124	0,076
Alaska	0,098	0,034	0,081	0,071	Nebraska	0,031	0,025	0,012	0,023
Arizona	0,02	0,052	0,045	0,039	Nevada	0,049	0,028	0,053	0,043
Arkansas	0,046	0,034	0,053	0,044	New-Hampshire	0,042	0,014	0,024	0,026
California	0,033	0,068	0,043	0,048	New-Jersey	0,035	0,047	0,084	0,055
Colorado	0,029	0,02	0,034	0,028	New-Mexico	0,056	0,030	0,024	0,037
Connecticut	0,045	0,053	0,058	0,052	New-York	0,065	0,084	0,062	0,070
Delaware	0,031	0,034	0,094	0,053	North-Carolina	0,033	0,035	0,037	0,035
Florida	0,032	0,086	0,107	0,075	North-Dakota	0,014	0,136	0,131	0,093
Georgia	0,058	0,087	0,036	0,060	Ohio	0,047	0,082	0,092	0,074
Hawaii	0,027	0,070	0,080	0,059	Oklahoma	0,129	0,037	0,053	0,073
Idaho	0,028	0,036	0,055	0,040	Oregon	0,015	0,016	0,015	0,015
Illinois	0,065	0,142	0,082	0,096	Pennsylvania	0,083	0,083	0,103	0,090
Indiana	0,037	0,050	0,034	0,040	Rhode-Island	0,045	0,060	0,053	0,053
Iowa	0,017	0,033	0,016	0,022	South-Carolina	0,092	0,063	0,032	0,063
Kansas	0,036	0,025	0,023	0,028	South-Dakota	0,097	0,095	0,097	0,096
Kentucky	0,051	0,070	0,099	0,073	Tennessee	0,111	0,107	0,072	0,097
Louisiana	0,054	0,120	0,116	0,097	Texas	0,033	0,040	0,046	0,040
Maine	0,027	0,078	0,031	0,045	Utah	0,028	0,018	0,028	0,025
Maryland	0,047	0,058	0,050	0,052	Vermont	0,008	0,025	0,036	0,023
Massachusetts	0,041	0,059	0,055	0,052	Virginia	0,036	0,082	0,074	0,064
Michigan	0,039	0,038	0,046	0,041	Washington	0,011	0,023	0,032	0,022
Minnesota	0,015	0,027	0,026	0,023	West-Virginia	0,052	0,057	0,083	0,064
Mississippi	0,084	0,107	0,110	0,100	Wisconsin	0,034	0,026	0,043	0,034
Missouri	0,032	0,071	0,050	0,051	Wyoming	0,010	0,063	0,033	0,036

source : auteur

Tableau A.4 Moyenne de condamnations pour abus de pouvoir par 1000 prisonniers

Statistiques descriptives									
État	1977- 1987	1988- 1997	1998- 2006	1977- 2006	État	1977- 1987	1988- 1997	1998- 2006	1977- 2006
Alabama	2,37	0,73	0,82	1,31	Montana	1,78	2,16	2,05	1,99
Alaska	2,15	0,47	0,93	1,18	Nebraska	1,74	1,01	0,31	1,02
Arizona	0,47	0,63	0,38	0,49	Nevada	0,80	0,28	0,46	0,51
Arkansas	1,27	0,57	0,62	0,82	New-Hampshire	3,74	0,45	0,65	1,61
California	0,91	0,87	0,45	0,74	New-Jersey	1,76	0,82	1,38	1,32
Colorado	1,27	0,48	0,44	0,73	New-Mexico	2,40	0,88	0,50	1,26
Connecticut	1,70	0,76	0,54	1,00	New-York	2,17	1,63	1,10	1,63
Delaware	0,52	0,32	0,64	0,49	North-Carolina	0,60	0,60	0,50	0,57
Florida	0,59	1,15	1,11	0,95	North-Dakota	1,56	9,19	4,37	5,04
Georgia	1,19	1,35	0,37	0,97	Ohio	1,27	1,21	1,19	1,22
Hawaii	0,86	1,45	1,00	1,10	Oklahoma	3,43	0,46	0,46	1,45
Idaho	0,98	0,83	0,78	0,86	Oregon	0,43	0,36	0,23	0,34
Illinois	2,19	2,66	1,16	2,00	Pennsylvania	3,73	1,67	1,44	2,28
Indiana	1,21	1,03	0,49	0,91	Rhode-Island	1,80	1,08	0,81	1,23
Iowa	0,97	1,30	0,35	0,87	South-Carolina	1,68	0,73	0,34	0,92
Kansas	1,23	0,63	0,46	0,77	South-Dakota	3,48	2,30	1,39	2,39
Kentucky	1,85	1,32	1,36	1,51	Tennessee	3,16	2,42	0,91	2,17
Louisiana	1,12	1,40	0,91	1,14	Texas	0,73	0,53	0,35	0,54
Maine	1,67	3,38	1,22	2,09	Utah	1,53	0,61	0,61	0,92
Maryland	1,03	0,79	0,61	0,81	Vermont	0,47	0,69	0,76	0,64
Massachusetts	2,48	1,94	1,63	2,01	Virginia	0,94	1,45	0,89	1,09
Michigan	0,94	0,48	0,46	0,63	Washington	0,38	0,64	0,64	0,55
Minnesota	1,27	1,83	1,02	1,37	West-Virginia	3,31	3,08	1,76	2,72
Mississippi	2,17	1,79	1,04	1,67	Wisconsin	1,55	0,77	0,56	0,96
Missouri	0,80	1,08	0,54	0,81	Wyoming	0,48	1,95	0,74	1,06

source : auteur

Tableau A.5 Moyenne de policiers par habitant

Statistiques descriptives									
État	1977- 1987	1988- 1997	1998- 2006	1977- 2006	État	1977- 1987	1988- 1997	1998- 2006	1977- 2006
Alabama	449,98	397,27	344,37	400,73	Montana	425,12	414,41	394,24	412,29
Alaska	328,18	354,56	379,16	352,27	Nebraska	452,61	411,96	369,32	414,07
Arizona	347,75	341,99	310,36	334,61	Nevada	282,41	302,11	320,37	300,36
Arkansas	518,91	438,45	344,91	439,89	New-Hampshire	424,65	378,29	347,26	385,98
California	367,95	353,75	353,46	358,87	New-Jersey	275,81	254,85	244,36	259,39
Colorado	374,39	361,37	346,69	361,74	New-Mexico	353,48	343,27	328,33	342,53
Connecticut	493,90	347,31	318,18	392,32	New-York	273,10	254,67	219,45	250,86
Delaware	381,08	359,27	330,27	358,57	North-Carolina	452,93	377,11	718,09	507,21
Florida	342,77	297,10	283,35	309,72	North-Dakota	520,66	479,86	450,74	486,08
Georgia	408,90	359,65	346,42	373,74	Ohio	451,55	402,83	346,71	403,86
Hawaii	366,58	351,31	343,68	354,62	Oklahoma	418,60	356,09	324,83	369,64
Idaho	430,60	386,68	376,56	399,75	Oregon	438,38	438,20	407,45	429,04
Illinois	308,30	284,99	274,33	290,34	Pennsylvania	415,55	407,18	390,92	405,37
Indiana	477,81	422,53	372,35	427,75	Rhode-Island	367,02	343,17	328,67	347,56
Iowa	509,49	459,42	403,45	460,99	South-Carolina	455,02	380,09	308,78	386,17
Kansas	417,92	348,15	306,33	361,19	South-Dakota	486,03	462,92	427,64	460,81
Kentucky	512,34	491,17	409,85	474,54	Tennessee	448,46	392,33	328,44	393,74
Louisiana	366,65	349,01	278,20	334,24	Texas	429,04	359,52	359,58	385,03
Maine	484,07	433,27	416,09	446,74	Utah	460,29	446,97	421,88	444,33
Maryland	336,44	324,53	319,02	327,25	Vermont	482,84	467,42	478,73	476,47
Massachusetts	347,59	338,73	273,89	322,53	Virginia	440,54	406,47	374,38	409,33
Michigan	407,13	418,58	399,32	408,60	Washington	479,55	450,95	428,84	454,80
Minnesota	523,21	479,75	461,27	490,14	West-Virginia	577,86	580,47	484,70	550,78
Mississippi	503,96	411,78	328,13	420,48	Wisconsin	400,11	373,83	343,99	374,52
Missouri	362,59	350,19	316,17	344,53	Wyoming	310,63	295,09	271,70	293,77

source : auteur

Tableau A.6 Sommaire statistique, États-Unis ; Moyennes 1977-1987

	Moyenne	Observations	Écart-type	Minimum	Maximum
Part de condamnations pour abus de pouvoir sur la population par état (*1 000 000)	2,29	50	1,53	0,36	7,57
Part de condamnations pour abus de pouvoir sur le nombre d'employés publics (*1 000)	0,04	50	0,02	0,008	0,129
Part de condamnations pour abus de pouvoir sur le nombre de prisonniers (*1 000)	1,56	50	0,91	0,38	3,74
Part des transferts fédéraux sur le total des dépenses local et étatique	0,25	50	0,04	0,12	0,34
Produit national brut (en milliards de dollars)	65,20	50	76,06	59,77	4079,18
Habitants par policier	417,81	50	71,87	273,10	577,86
Taille du gouvernement	0,10	50	0,02	0,06	0,16
Salaire des employés	21076,27	50	3565,76	15725,48	37418,71
Taux de chômage	7,03	50	1,57	4,30	11,14
Pauvreté	13,50	50	3,89	6,02	25,14

source : auteur

inspiré de Fisman & Gatti (2002b)

Tableau A.7 Sommaire statistique, États-Unis ; Moyennes 1977-2006

	Moyenne	Observations	Écart-type	Minimum	Maximum
Part de condamnations pour abus de pouvoir sur la population par état (*1 000 000)	2,90	50	1,36	0,78	6,01
Part de condamnations pour abus de pouvoir sur le nombre d'employés publics (*1 000)	0,05	50	0,02	0,015	0,1
Part de condamnations pour abus de pouvoir sur le nombre de prisonniers (*1 000)	1,25	50	0,78	0,34	5,04
Part des transferts fédéraux sur le total des dépenses local et étatique	0,27	50	0,04	0,16	0,36
Produit national brut (en milliards de dollars)	1313,43	50	1538,48	124,03	8580,54
Habitants par policier	389,80	50	64,02	250,86	550,78
Taille du gouvernement	0,11	50	0,02	0,07	0,21
Salaire des employés	34982,21	50	4798,83	26554,39	47776,29
Taux de chômage	5,83	50	1,12	3,48	8,74
Pauvreté	12,99	50	3,43	7,16	22,44

source : auteur

inspiré de Fisman & Gatti (2002b)

Tableau A.8 Résultats significatifs avec des séries temporelles

État	Variable	Coefficient	Stat-t	Etat	Variable	Coefficient	Stat-t
Alabama	DEC	4,13***	2,20	Louisiana	CHÔ	-4,47***	-2,33
	PNB	-179,35***	-4,52		PAU	2,58**	2,01
	SAL	0,006***	3,97				
Alaska	PNB	23,08*	1,90	Minnesota	POP	-316,83*	-1,82
					PNB	51,83***	2,35
California	PNB	431,73***	2,30	Nebraska	TGV	-302,90**	-2,17
	SAL	-0,004*	-1,98		CHÔ	3,34***	3,65
Florida	DEC	10,81***	3,09	New-York	POL	-0,011**	-2,73
	PNB	-328,01*	-1,96		CHÔ	-17,87*	-1,95
					PAU	13,78**	2,89
Georgia	POP	-917,62***	-2,30	North-Carolina	TGV	-967,98*	-1,86
	PNB	166,55***	2,38		CHÔ	6,76**	2,74
	SAL	0,004***	2,22				
Hawaii	DEC	-2,38***	-4,17	Oregon	DEC	0,81*	1,79
	PNB	44,64***	2,19				
	TGV	-438,69***	-3,37				
	SAL	-0,0006***	-2,48				
	CHÔ	3,05*	1,85				
	PAU	-1,52***	-3,45				
Idaho	POP	37,31*	2,12	South-Dakota	POL	0,05**	2,27
	SAL	-0,0009*	-1,83		SAL	-0,002*	-1,80
Illinois	DEC	-16,93*	-1,87	Vermont	SAL	-0,0002*	-1,79
	PNB	227,85*	1,99				
Indiana	POP	-485,67***	-2,53	Virginia	SAL	0,007*	1,97
Iowa	CHÔ	1,96*	1,77	West-Virginia	DEC	1,79***	2,57
Kansas	POP	396,47***	2,57	Wyoming	POP	-52,56*	-1,90
	TGV	-473,99**	-2,22				
	SAL	-0,001**	-2,09				
	CHÔ	3,71**	2,10				

source : auteur, inspiré du tableau 3.1 de Wingender (2005)

note : Certains états n'ont pas de valeurs significatives.

BIBLIOGRAPHIE

- Bardhan, P. & D. Mookherjee. 2000. « Capture and governance at local and national levels. » *American Economic Review*, vol. 90(2), pp.135-139.
- Bardhan, P. & D. Mookherjee. 2005. « Decentralization, corruption and government accountability. » Dans *Handbook of Economic Corruption* édité par Susan Rose-Ackermann.
- Brennan, G. & J. Buchanan. 1980. « The power to tax. » New-York : Cambridge University Press.
- Breton, A. 1996. « Competitive governments : An economic theory of politics and public finance. » Cambridge : Cambridge University Press.
- Carbonera, E. 2000. « Corruption and decentralization. » Département des sciences économiques, Université de Bologne. Working Paper no. 342/83.
- Cheeba, G., J. Nellis & D. Rondinelli. 1984. « Decentralization in Developing Countries : A Review of Recent Experience. » World Bank, Working Paper No. 581.
- Donahue, J.D. 1997. « Tiebout ? Or Not Tiebout ? The Market Metaphor and America's Devolution Debate. » *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 11(4), pp.73-81.
- Elliott, K.A. 1997. « Corruption and The Global Economy. » Institut for International Economy.
- Fisman, R. & R. Gatti. 2002a. « Decentralization and corruption : Evidence across countries. » *Journal of Public economics*, vol. 83(3), pp.325-345.
- Fisman, R. & R. Gatti. 2002b. « Decentralization and corruption : Evidence from U.S federal transfer programs. » *Public Choice*, vol. 113(1-2), pp.25-35.
- Fjelstad, O.-H. 2004. « Decentralisation and corruption : A review. » CMI Working Paper 10, Bergen : Chr. Michelsen Institute.
- Flora, P. 1986. « Growth to Limits : The Western European Welfare State Since World War II. » Volume 2, De Gruyter, Berlin.
- Gauthier, I. & F. Vaillancourt. 2002. « Déconcentration, délégation et dévolution : nature, choix et mise en place. » World Bank Institute (mimeo).
- Glaeser, E.L. & R. Saks. 2006. « Corruption in America. » *Journal of Public Economics*, vol. 90, pp. 1053-1072.

- Goldsmith, A.A. 1999. « Slapping the grasping hand : Correlates of political corruption in emerging markets. » *American Journal of Economics and Sociology*, pp.866-883.
- Gurgur, T. & A. Shah. 2000. « Localization and corruption : Panacea or Pandora's box ? » The World Bank (mimeo, octobre).
- Huther J. & A. Shah. 2000. « Anti-Corruption Policies and Programs : A Framework for evaluation. » World Bank Policy Research Working Paper 2501 (Décembre).
- Ivanyina M. & A. Shah. 2010. « Decentralization (localization) and Corruption : New Cross-Country Evidence. » International Studies Program Working Paper 10-10 (Avril 2010).
- Jain, A.K. 2001. « Corruption : A Review. » *Journal of Economic Surveys*, vol. 15, no. 1, pp.71-121.
- Litvack, J., J. Ahmad & R. Bird. 1998. « Rethinking Decentralization in Developing Countries. » The World Bank, Washington D.C.
- Oates, W.E. 1999. « An essay on Fiscal Federalism. » *Journal of Economic Literature*, vol. 37, no. 3 (septembre), pp.1120-1149.
- Prud'homme, R. 1995. « The dangers of decentralization. » The World Bank Research Observer, vol. 10, no.2 (Août), pp.201-220.
- Reinikka, R. & J. Svensson. 2002. « Local capture and the political economy of school financing. » DRC, The World Bank (mimeo, avril).
- Rose-Ackermann, S. 2006. « International Handbook on the Economics of Corruption. » Edward Elgar, Cheltenham, UK.
- Shah, A. 2006. « Corruption and Decentralized Public Governance. » World Bank Policy Research Working Paper 3824 (Janvier).
- Shleifer, A. & R.W. Vishny. 1993. « Corruption. » *The Quarterly Journal of Economics*, pp.599-617.
- Stock, J. H. & M. W. Watson. 2007. « Introduction to Econometrics. » 2ème édition, Person Education, Inc., Boston.
- Svensson, J. 2005. « Eight questions about Corruption. » *Journal of Economic Perspectives*, vol. 19, no. 3, pp.19-42.
- Tanzi, V. 1995. « Fiscal Federalism And Decentralization : A review of Some Efficiency and Macroeconomic Aspects. » Annual World Bank Conference on Development Economics, pp. 295-316.
- Tanzi, V. 2000a. « Fiscal federalism and decentralization : A review of some efficiency

and macroeconomic aspects. »Proceedings of the Annual World Bank Conference on Development Economics, World Bank : Washington D.C. chap. 14, pp.231-263.

Tiebout, C.M. 1956. « A pure theory of local expenditures. » *Journal of Political Economy*, vol. 64(5), pp.416-424.

Treisman, D. 2000b. « The causes of corruption : a cross national study. » *Journal of Public Economics*, pp.399-457.

Weingast, B.R. 1995. « The economic role of political institutions : market-preserving federalism and economic development. » *Journal of Law, Economics and Organization*, pp.1-31.

World Bank. 1997a. « Helping Countries Combat Corruption : The role of the World Bank : Report by the Poverty Reduction and Economic Management (PREM). » Washington, DC : World Bank.